UNIVERSITE DE LAUSANNE
FACULTE DES SCIENCES SOCIALES
ET POLITIQUES
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES
INTERNATIONALES

UNIL | Université de Lausanne
Faculté des sciences sociales et politiques

SESSION D'AUTOMNE 2008
AOUT 2008

Mémoire/Recherche de :
Licence en Sciences Politiques

« Le nouveau partenariat commercial sino-birman de 1988 et ses effets en Birmanie : Illustration à la lumière du cas de Mandalay »

Présenté par
APOTHEKER Charles

Directeur
RAPIN Ami-Jacques

Expert
HUBER Mathias

TABLE DES MATIERES

PREMIÈRE PARTIE

1. INTRODUCTION _____ 1

1.1 La Birmanie, un état méconnu: l'isolationnisme en cause_____ 1

1.2. Les relations sino-birmanes comme cadre d'analyse_____ 11

1.3. Problématique : Mandalay et sa nouvelle population chinoise : Illustration des effets « pervers » des relations commerciales sino – birmanes_____ 23

1.4. Structure du texte et méthodologie _____ 28

DEUXIEME PARTIE

2. LE PARTENARIAT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL SINO-BIRMAN _____ 30

2.1. Les relations sino-birmanes avant 1988 : une amitié sous tension _____ 30

2.2. L'économie birmane à la veille de la prise de pouvoir du SLORC en septembre 1988 _ 45

2.3. Le commerce frontalier sino-birman et ses enjeux en Birmanie _____ 50

TROISIEME PARTIE

3. ILLUSTRATION DES EFFETS PERVERS DU COMMERCE SINO-BIRMAN _____ 56

3.1. Le cas de Mandalay : les conséquences de l'immigration chinoise _____ 56

3.2. Vérification de l'hypothèse de départ et conclusion générale_____ 60

BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages de référence _____

2. Articles de journaux et revues périodiques _____

2.1. Sur la Birmanie de manière générale _____

2.2. Au sujet des relations sino - birmanes_____

3. Sources Internet (documents en ligne) _____

3.1. Sur la Birmanie de manière générale _____

3.2. Sur les relations sino - birmanes _____

3.3. Articles de presse en ligne traitant des relations sino - birmanes_____

3.4. Autres Sources de presse en ligne _____

PREMIÈRE PARTIE

1. INTRODUCTION

1.1 La Birmanie, un état méconnu: l'isolationnisme en cause

Malgré le fait qu'elle constitue le plus grand Etat indépendant d'Asie du Sud-Est continentale depuis le 4 janvier 1948, date à laquelle elle se libéra définitivement de la colonisation britannique, et en dépit de l'importance stratégique et économique que lui confère sa position géographique, point de rencontre et de jonction des trois sous-régions de l'Asie du Sud (Inde et Bangladesh), de l'Est (Chine), et du Sud-Est (Thaïlande et Laos)[1], la Birmanie, connue officiellement sous le nom d'Union du Myanmar depuis 1989[2], demeure très largement méconnue, du moins dans nos sociétés occidentales, et suscite souvent peu d'intérêt médiatique, sauf lorsqu'il s'agit de manifestations populaires pacifiques de masse brutalement réprimées par la junte militaire au pouvoir comme ce fut le cas en 1988 et plus récemment à la fin septembre 2007, ou encore lorsque Aung San Suu Kyi, leader de l'opposition démocratique à la tête de la *National League for Democracy* (Ligue Nationale pour la Démocratie) et en résidence surveillée depuis mai 2003,

[1] Seekins, Donald M. "Burma-China Relations: Playing with Fire", *Asian Survey*, Vol.37, Juin 1997, p. 525; Selth, Andrew. *Burma: A Strategic Perspective*, Working Paper No.13, The Asia Foundation Working Paper Series, The Asia Foundation, San Francisco, CA, USA, Mai 2001, p.5; http://www.asiafoundation.org/pdf/wp13.pdf

[2] En effet, le nouveau gouvernement militaire birman, le SLORC (State Law and Order Restoration Council), au pouvoir depuis le 18 septembre 1988, changea en juillet 1989 le nom de Birmanie, dans sa forme officielle « Union de Birmanie », en Myanmar ou « Union du Myanmar », transcription directe du nom officiel dans la langue du groupe ethnique majoritaire birman. D'autres noms furent aussi transformés, comme par exemple Rangoon en Yangon, de façon à ne laisser aucune trace, verbale du moins, de la colonisation britannique et à marquer la domination de l'ethnie birmane sur les autres groupes ethniques minoritaires. Dans ce travail, pour des raisons de commodité, les termes plus courants de « Birmanie » ou de « Rangoon » ont été retenus, ainsi que les abréviations anglaises (SPDC, SLORC, CPB, ASEAN, AFTA, PLA,…), plus communément utilisées dans les ouvrages consacrés à la Birmanie et rédigés par des auteurs en grande majorité anglo-saxons.

réussit épisodiquement à se rappeler à la mémoire des dirigeants des démocraties occidentales. Plusieurs raisons peuvent être avancées raisonnablement pour tenter d'expliquer cette méconnaissance liée à la « question » birmane.

La première d'entre elles, et qui apparaît comme la plus évidente et la plus invoquée par l'ensemble des auteurs s'étant penchés sur la Birmanie, tient. à sa situation politique intérieure, contrôlée par un régime militaire dictatorial, répressif et xénophobe depuis 1962, et plus particulièrement à l'isolationnisme politique, culturel et économique, volontairement imposé, qui caractérisa les 28 années de pouvoir du Général Ne Win à la tête du *Burma Socialist Programm Party* (BSPP – Parti du programme socialiste birman) entre 1962 et 1988. Cette politique autarcique, qui aura duré 26 ans, a fortement contribué à l'absence presque totale d'informations portant sur la réalité de la situation en Birmanie et a par conséquent alimenté l'ignorance et le peu d'attention à laquelle elle est encore souvent sujette de nos jours.

En effet, le Général Ne Win, après s'être emparé du pouvoir par un coup d'Etat militaire le 4 mars 1962 aux dépens du gouvernement civil du Premier Ministre U Nu, et ayant adopté, en pleine Guerre Froide entre les Etats-Unis d'une part et la Chine et l'URSS d'autre part, la politique étrangère de stricte neutralité et de non-alignement rigide de ce dernier envers l'Occident et les grandes puissances du bloc communiste (Chine et Union Soviétique)[3], s'engagea dans un processus volontariste d'autarcie politique et d'isolement culturel et économique du monde extérieur, illustré alors d'une part par une politique étrangère de nette limitation des liens avec l'Occident[4] et de

[3] Holmes, Robert A. "Burma's Foreign Policy Toward China Since 1962", *Pacific Affairs*, Vol. 45, 1972, p. 240.

[4] Seekins, Donald M. "Burma-China Relations: Playing with Fire", op.cit., p. 525.

l'autre par une politique intérieure destinée à réduire au minimum toute influence étrangère dominante en Birmanie, héritage encore douloureux d'une époque coloniale synonyme d'humiliation pour les militaires birmans arrivés au pouvoir en 1962 et dont la très grande majorité avait lutté pour l'indépendance contre les Britanniques, puis contre les Japonais. Le souci principal du Conseil Révolutionnaire birman présidé par le Général Ne Win était par conséquent de poursuivre une politique intérieure qui ne soit pas en porte à faux et ne compromette pas les principes de neutralité et de non-alignement fermement défendus dans le cadre de ses relations internationales par le régime militaire birman.

Hors, compte tenu du poids du passé colonial britannique (1886 – 1947) et de ses conséquences au sein de la jeune nation birmane, les principaux secteurs économiques du pays et les aspirations culturelles de la société urbaine birmane étaient alors soumis à une très forte domination étrangère. A l'aube du coup d'Etat militaire de mars 1962 mené par le Général Ne Win[5], les Occidentaux (principalement Britanniques et Américains) ne représentaient cependant pas l'unique communauté étrangère à exercer une très nette influence sur l'ensemble de l'économie et des esprits birmans. Sous la colonisation britannique, la Birmanie étant alors une province rattachée à l'Empire britannique des Indes et donc administrée directement par celui-ci et non par Londres, du moins jusqu'en 1923[6], plus d'un million d'Indiens[7] (estimés encore à près de 500'000 en 1960)

[5] Holmes**,** Robert A. "Burmese Domestic Policy: The Politics of Burmanization", *Asian Survey*, Vol.7, Mars 1967, pp.188-190.

[6] Selth, Andrew. *Burma: A Strategic Perspective*, Working Paper No.13, The Asia Foundation Working Paper Series, The Asia Foundation, San Francisco, CA, USA, Mai 2001, p.9.
http://www.asiafoundation.org/pdf/wp13.pdf

[7] Smith, Martin. *Ethnic Groups in Burma: Development, Democracy and Human Rights*, Anti-Slavery International's Human Rights Series, No.8, Anti-Slavery International, London, UK, 1994, p.23.
http://www.ibiblio.org/obl/docs3/Ethnic_Groups_in_Burma-ocr.pdf

entrèrent en Birmanie afin d'y soutenir la mise en place de l'administration britannique et de fournir une main d'œuvre massive nécessaire au développement en cours, initiée par les Britanniques, de l'économie birmane, basée essentiellement sur l'exploitation des ressources agricoles telles que le riz et les industries d'extraction de matières premières (exploration minière et pétrolière, bois principalement). Cette minorité indienne, outre sa présence très importante au sein de la bureaucratie coloniale, se structura également rapidement en une communauté d'affaires et de commerce prépondérante. Autre conséquence de l'annexion britannique du territoire birman à la fin du 19ème siècle, et simultanée à cette vague de migration indienne, de nombreux travailleurs chinois arrivèrent dans la province de l'Empire britannique des Indes et parvinrent à créer à leur tour, aux côtés des Occidentaux et des Indiens, de nombreuses entreprises florissantes. On estime que vers 1930 les minorités indiennes et chinoises représentaient vraisemblablement plus de 10 pour cent de la population. La concurrence et le poids économique qu'ils personnifiaient exposa en particulier les Indiens à une profonde antipathie et à de multiples violences durant les années 30 de la part de l'ethnie majoritaire birmane, qui les associait assez naturellement au pouvoir colonial. En pleine Seconde Guerre Mondiale, et après que les Japonais eurent chassés les Britanniques de Birmanie avec l'aide d'un mouvement de jeunes nationalistes birmans connus sous le nom des « Trente Camarades » conduits par le Général Aung San et celle de la *Burma Independence Army* (BIA) que ces derniers avaient fondée en 1941, près de 500'000 Indiens furent dans la foulée expulsés du pays. Après l'indépendance birmane, en dépit d'une animosité et d'une hostilité croissante à leur encontre au sein de la société, les Indiens et les Britanniques, ainsi que les Américains et les Chinois dans une moindre mesure, maintinrent avec succès leur contrôle sur l'économie birmane, aussi bien dans le secteur

agricole qu'au travers d'activités bancaires et industrielles liées à l'extraction de matières premières.

En n'acceptant la situation telle qu'elle était, en particulier l'influence et la présence économique occidentale, le gouvernement civil birman du Premier Ministre U Nu, aux yeux des généraux birmans, prenait le risque impardonnable majeur de mettre en péril indirectement, par une politique intérieure qui pouvait être interprétée comme pro-occidentale, sa politique étrangère de neutralisme rigide et de non-alignement envers les grandes puissances et de contrarier notamment la République Populaire de Chine, le grand voisin communiste du nord si craint et redouté. Il était donc urgent du point de vue des militaires birmans de réduire au minium l'influence et la présence occidentale en Birmanie, jusqu'à ce qu'elles parviennent à un point d'équilibre avec les liens économiques et cultuels plus limités qu'entretenait le gouvernement birman avec le monde communiste[8]. C'est là une des raisons majeures qui amena le Général Ne Win à s'emparer du pouvoir en mars 1962.

Si réduire l'influence économique et culturelle occidentale était certes important dans le contexte global de Guerre Froide qui prévalait alors et au vue de la position géographique délicate de la Birmanie voisine directe de la Chine communiste, la xénophobie des membres nationalistes du gouvernement du Conseil Révolutionnaire birman déterminés à éliminer toute trace étrangère d'un passé colonial humiliant et une opposition de plus en plus marquée envers les Etats-Unis suspectés de soutenir les troupes chinoises nationalistes du Kuomintang qui, fuyant les communistes chinois arrivés au pouvoir, s'étaient réfugiés en nombre dans l'Etat Shan de Birmanie dès 1949, apparaissent néanmoins comme deux autres facteurs qui permettent d'expliquer la vaste politique de nationalisation et de

[8] Holmes**,** Robert A. "Burmese Domestic Policy: The Politics of Burmanization", op.cit., p.188.

« burmanisation » engagée par le nouveau gouvernement militaire birman du Conseil Révolutionnaire dirigé par le Général Ne Win. En l'espace de deux mois après leur arrivée au pouvoir, les militaires édictèrent un traité intitulé « *The Burmese Way to Socialism* » (« La voie birmane vers le socialisme ») prônant le développement économique et l'indépendance nationale et clairement destiné à se défaire de toute influence étrangère.

Le régime mit fin aux activités de soutien politique d'organisations américaines telles que la fondation Ford, supprima les programmes britanniques d'échange destinés aux étudiants et professeurs, limita l'enseignement de l'anglais dans les écoles publiques, rendit l'obtention de visas pour l'Occident presque impossible aux chercheurs et scientifiques birmans. Il mit également en place un système de contrôle impitoyable des services d'information et culturels proposés par les missions diplomatiques étrangères, interdisant notamment la distribution de journaux en langue étrangère édités en dehors de Birmanie ou d'articles de propagande s'attaquant à d'autres nations. Afin de garantir une surveillance et une emprise totale sur la distribution d'informations en Birmanie, le régime fonda la *News Agency of Burma*[9] (l'Agence de presse birmane), dont le but était de s'assurer que toute information rapportée et distribuée par la presse en Birmanie soit conforme à la politique étrangère de neutralisme et de non-alignement du gouvernement et ne puisse la compromettre par des prises de positions en faveur ou opposées à quelque grande puissance que ce soit. Chaque information étant désormais traitée par la *News Agency of Burma*, toutes les agences de presse étrangères cessèrent leurs activités, ce qui eut pour effet aussi bien de couper court aux activités de propagande de plusieurs d'entre elles que de diminuer considérablement le flux d'informations en provenance

[9] Id. "Burma's Foreign Policy Toward China Since 1962", op.cit., p. 248.

de Birmanie, lui permettant par la même occasion d'avancer un peu plus sur la voie du repli sur elle-même.

En février 1963, le gouvernement promulgua « la loi de nationalisation des entreprises » (« *Entreprise Nationalization Law* »), qui fit passer du jour au lendemain toutes les grandes entreprises privées, propriétés de citoyens indiens, britanniques, américains et chinois, sous le contrôle du gouvernement militaire birman. Dans la même logique de socialisme totalitariste, deux quotidiens birmans ouvertement pro-chinois et anti-américains furent nationalisés et en décembre 1965 tous les journaux privés de Birmanie, dont une majeure partie était constituée de journaux en chinois pro-communistes et indiens, furent interdits de publication, privant notamment la République Populaire de Chine d'un outil de propagande très efficace.

Cette politique de nationalisation à grande échelle eut pour conséquence directe l'exil et le rapatriement par voie aérienne et maritime de plus de 100'000 Indiens ainsi que de nombreux travailleurs chinois, privés de leurs commerces et en outre victimes de la politique discriminatoire de « burmanisation » du régime ayant pour objectif la domination de l'ethnie majoritaire birmane sur les ethnies et les groupes minoritaires (tels que les communautés chinoises et indiennes) de Birmanie et l'assimilation culturelle et religieuse de ceux-ci[10]. L'interdiction de posséder un terrain, celle de rapatrier des capitaux vers leur pays d'origine ou encore l'impossibilité d'obtenir des licences d'exploitation de commerces, réservées aux citoyens birmans, offrent des exemples parmi de nombreux autres des discriminations qui touchaient à cette période les étrangers et les importantes minorités indiennes et chinoises de Birmanie. Le cas de la communauté chinoise est néanmoins particulier, puisque il

[10] Smith, Martin. *Ethnic Groups in Burma: Development, Democracy and Human Rights*, op.cit., pp.18-21, http://www.ibiblio.org/obl/docs3/Ethnic_Groups_in_Burma-ocr.pdf
Et aussi Holmes**,** Robert A. "Burmese Domestic Policy: The Politics of Burmanization", op.cit., pp.190-192.

est directement lié à la politique étrangère birmane envers la Chine communiste et fera donc l'objet d'un traitement plus approfondi dans le cadre de la première partie de ce travail.

En s'appuyant sur ce qui précède, il paraît donc important d'insister sur le fait que, outre l'influence économique et culturelle occidentale qui s'avéra prépondérante sur la société birmane jusqu'en 1962, le poids de l'activité des minorités chinoises et indiennes en Birmanie n'en fut cependant pas moins significatif. En conséquence, « la voie birmane vers le socialisme » du Conseil Révolutionnaire et les processus de nationalisation économique et de « birmanisation » qui en découlèrent, ne ciblèrent pas exclusivement les intérêts occidentaux ou indiens, mais aussi les intérêts chinois et plus généralement toute présence étrangère dominante ; ils visèrent en ce sens à équilibrer les influences occidentales et communistes sur la société birmane tout en les réduisant au minimum, permettant ainsi à la junte militaire de ne pas compromettre ses intérêts sécuritaires par une politique intérieure sans cohérence avec ses principes de politique étrangère.

Si la gestion habile par le Conseil Révolutionnaire de sa politique intérieure empêcha avec succès à la Birmanie d'être dominée et absorbée par l'Occident ou le bloc communiste, de la même manière sa politique extérieure de non-alignement appliquée à la lettre et son refus de voir la Birmanie identifiée à l'un ou l'autre pouvoir au risque d'être transformée en un terrain d'affrontement entre grandes puissances, permit au gouvernement militaire du Général Ne Win de maintenir l'indépendance du pays dans un contexte international soumis à la rivalité de deux blocs dominants, de préserver sa sécurité nationale et son intégrité territoriale[11].

[11]Ibid., p.196; Id. "Burma's Foreign Policy Toward China Since 1962", op.cit., p. 250.

Sur la base de ces quelques éléments d'analyse, on peut donc en tirer la conclusion que l'isolement dans lequel s'est retiré la Birmanie à partir de 1962, le « mur de silence » derrière lequel elle se retrancha en réduisant ses contacts avec le monde extérieur furent autant le fruit de sa politique extérieure de neutralisme rigide que de sa politique socialiste autarcique de « birmanisation » économique et culturelle de la société. Par conséquent, ces deux politiques, qui caractérisèrent le régime militaire birman du Général Ne Win entre 1962 et 1988, permettent d'apporter dans une large mesure, par l'isolement de toute forme d'influence étrangère qu'elles impliquèrent, une réponse à l'ignorance et au manque d'informations à disposition ayant durant cette période accompagné un pays qui demeure souvent, et pour cause, largement méconnu.

Bien que la nouvelle génération de militaires – le SLORC - qui succéda au BSPP à partir de septembre 1988 ait renoncé définitivement à cet isolationnisme et ait inauguré dès son arrivée au pouvoir une nouvelle politique d'ouverture diplomatique et économique, l'emprise de la junte sur la société birmane, en particulier sur les minorités ethniques, fut considérablement renforcée, l'opposition démocratique sévèrement muselée et le nouvel accès, graduellement autorisé, des médias étrangers et des organisations internationales et non-gouvernementales au territoire birman très rigoureusement contrôlé. Dans ces conditions, l'obtention d'informations suffisantes et vérifiables à l'intérieur - même du pays constitue encore de nos jours un parcours semé d'obstacles et de ce fait contribue indirectement à entretenir le peu d'intérêt que suscite la Birmanie. Enfin, pour conclure cette introduction, et comme cela fut légitimement relevé par le journaliste et spécialiste de la Birmanie Martin Smith[12], on peut déplorer le fait que trop peu d'ouvrages et

[12] Smith, Martin. *Ethnic Groups in Burma: Development, Democracy and Human Rights*, op.cit., p.14. http://www.ibiblio.org/obl/docs3/Ethnic_Groups_in_Burma-ocr.pdf

études consacrés à la « question » birmane aient été publiés ces dernières années, en particulier par des auteurs birmans capables d'apporter leur témoignage et éclairage, et ce dans la perspective de pouvoir mieux appréhender et cerner les problèmes complexes qui affectent la société birmane et d'envisager éventuellement des réponses plus adaptées à ces derniers.

1.2. *Les relations sino-birmanes comme cadre d'analyse*

Après le « coup d'Etat » formel[13] du 18 septembre 1988 l'ayant porté au pouvoir, et la répression violente des manifestations populaires pacifiques en cours depuis le début de l'année qui suivit, le régime militaire actuellement encore en place du *State Peace and Development Council* ou SPDC (Conseil d'Etat pour la Paix et le Développement) , baptisé alors SLORC[14], dut faire face à la ferme condamnation et la vive réprobation d'une grande partie des démocraties occidentales et de la communauté internationale, qui prirent immédiatement des sanctions économiques à son encontre en suspendant toute aide financière et assistance au développement à la Birmanie, que lui avaient précédemment apportée aussi bien des bailleurs de fonds majeurs comme le Japon que des organismes financiers internationaux tels la Banque Mondiale, le FMI ou encore la Banque Asiatique de Développement.[15]

[13] Comme le mentionne Wayne Bert, , malgré sa démission officielle le 24 juillet et son remplacement par Sein Lwin, un militaire, Le Général Ne Win semble avoir continué en réalité à contrôler la situation politique en coulisses et à tirer les ficelles du pouvoir. Il fut sans le moindre doute à l'origine de la démission de Sein Lwin le 13 août et de son remplacement par le Dr. Maung Maung, comme quelques semaines plus tard derrière la prise de pouvoir militaire du Général Saw Maung le 18 septembre mettant brutalement fin par la répression aux manifestations populaires de masse contre le régime. Par conséquent, le Général Ne Win ayant très probablement lui-même décidé de ses successeurs et donc de l'avenir du pays, on ne peut pas qualifier le passage du régime socialiste du BSPP à celui du SLORC de véritable coup d'Etat, d'où l'usage des guillemets pour ce dernier.
Bert, Wayne. "Chinese Policy toward Democratization Movements: Burma and the Philippines", *Asian Survey*, Vol.30, Novembre 1990, pp.1070-74.

[14] En effet, le SLORC (*State Law and Order Restoration Council)* sera renommé SPDC en novembre 1997, suite à une importante réorganisation interne visant à attribuer des sièges de membre du Conseil d'Etat à plusieurs commandants régionaux, jugés trop indépendants, afin de mieux les contrôler. Il est en outre important de distinguer le SLORC-SPDC, le Conseil d'Etat, organe décisionnel suprême du régime, composé uniquement de militaires (officiers du ministère de la Défense et commandants des régions militaires), du gouvernement birman, constitué de trente-quatre ministres tous issus des rangs de l'armée birmane – la *Tatmadaw* – à l'exception de quatre civils. Ce cabinet ministériel est un organe sans aucun pouvoir décisionnel, fonctionnant en parallèle mais totalement soumis au Conseil d'Etat, et dont le rôle se limite à gérer les tâches administratives.

[15] Seekins, Donald M. "Burma-China Relations: Playing with Fire", op.cit., p. 525 et p.538.

En effet, si la République Socialiste de l'Union de Birmanie du Général Ne Win poursuivit une politique étrangère neutraliste poussée à l'extrême (politique intérieure de « birmanisation ») qui la coupa politiquement, culturellement et économiquement du monde extérieur, elle entreprit cependant des tentatives de réformes économiques dès 1971 destinées à attirer des capitaux étrangers. Mais les militaires demeurèrent déterminés, convaincus de la nécessité de leur politique isolationniste, à n'autoriser l'installation d'aucune entreprise étrangère en Birmanie et contribuèrent par une gestion dirigiste et un contrôle total de l'ensemble de l'activité économique à décourager tout investissement étranger. Ces mesures, ayant pour but de générer rapidement de nouveaux revenus par une ouverture économique partielle du pays, s'avérèrent fondamentalement incompatibles avec les impératifs de la politique étrangère birmane et ne furent donc jamais appliquées.

La situation de quasi faillite qui caractérisait déjà l'économie birmane à cette période, ne laissait donc pas d'autre choix au gouvernement du BSPP que de chercher à obtenir le soutien financier d'organismes internationaux. A l'initiative de la Banque Mondiale, un groupe d'aide à la Birmanie fut notamment créé en 1976, lui permettant de se voir accordée des crédits d'un montant annuel pouvant atteindre 400 millions de dollars. En dépit de ces crédits qui alimentaient une économie nationale entièrement aux mains de l'Etat, l'activité et la productivité des Entreprises Economiques d'Etat, qui constituaient le secteur publique et gérées de manière totalement inefficace, étaient si faibles que ces entreprises se révélaient en permanence déficitaires et obligées de s'appuyer sur des emprunts contractés auprès de l'Etat pour continuer à fonctionner, alimentant toujours plus la dette interne. Le secteur agricole, qui représente encore de nos jours l'essentiel de l'activité économique birmane, ne connut pas d'améliorations majeures en termes des moyens de

production mis à disposition durant les 26 ans de pouvoir du BSPP (le parti unique dirigé par le Général Ne Win) et les revenus issus des exportations agricoles, principalement de riz, étaient loin de pouvoir financer le volume des importations de l'Etat, tout comme ceux issus des exportations d'autres matières premières tels que le teck (un quasi-monopole birman), l'étain, le caoutchouc, le jade et diverses pierres précieuses. Le commerce birman largement déficitaire obligea donc en permanence le gouvernement à emprunter de l'argent aux bailleurs de fonds internationaux pour répondre aux besoins d'importation des entreprises publiques, si bien que la dette extérieure birmane atteignait près de 5,3 milliards de dollars en 1989. La suspension de l'aide internationale et de l'assistance au développement qui frappa le nouveau régime militaire birman en 1988 ne fit donc qu'aggraver sa faillite économique.

La deuxième partie de ce travail reviendra plus amplement sur l'effondrement économique birman et ses conséquences, trop souvent relégué au statut de cause secondaire ou indirecte de la nouvelle politique d'ouverture et de libéralisation économique engagée par le SLORC à partir de 1988, alors qu'il en est véritablement le point de départ[16], les sanctions économiques imposées par les donateurs de la communauté internationale n'ayant que renforcé un peu plus le besoin urgent d'une infusion rapide de devises étrangères dans l'économie birmane, dont les réserves étaient pratiquement épuisées[17].
La décision de libéraliser l'économie afin d'attirer et d'encourager les investissements étrangers en Birmanie fut

[16] Steinberg, David I. "International Rivalries in Burma: The Rise of Economic Competition**",** *Asian Survey*, Vol. 30, Juin1990, p.593.

[17] Arnott, David. "China-Burma relations", in *Challenges to Democratization in Burma - Perspectives on multilateral and bilateral responses*, International Institute for Democracy and Electoral Assistance (International IDEA), Stockholm, Suède, 2001, p.69.
http://www.idea.int/asia_pacific/burma/upload/challenges_to_democratization_in_burma.pdf

d'ailleurs annoncée la veille de la démission du Général Ne Win, le 23 juillet 1988, soit bien avant la prise de pouvoir du SLORC et les sanctions internationales qui en résultèrent, apportant *de facto* la preuve concrète que le régime n'a pas attendu d'être privé de ses sources de soutien économique pour envisager l'ouverture du pays aux capitaux étrangers et au commerce extérieur libéralisé (seul le commerce extérieur au niveau étatique était autorisé par le BSPP entre 1962 et 1988[18]). En outre, comme le rappelle utilement David I. Steinberg, dès le mois de mars 1988, le Japon, qui avait apporté une aide à la Birmanie de près 2.2 milliards de dollars depuis la fin de guerre en guise notamment de réparation, fit savoir au gouvernement du Général Ne Win que sans réformes économiques majeures entreprises en Birmanie, le Japon pourrait être amené à reconsidérer ses relations économiques avec le régime. Compte tenu du fait que le Japon était depuis un demi-siècle le principal soutien financier de la Birmanie, on peut raisonnablement émettre l'hypothèse que cette déclaration ait eu un poids certain dans la volonté du régime de se lancer sur la voie d'une économie plus ouverte capable de lui procurer les moyens financiers de se maintenir en place. La concrétisation de cette volonté, désormais clairement affichée, fut précipitée par la répression brutale menée par le nouveau régime du SLORC contre les manifestations populaires exigeant une transition démocratique et de véritables réformes économiques depuis le début de l'année 1988 et par la suspension de l'aide internationale consécutive à ces événements.

[18] Shee, Poon Kim. "The Political Economy of China-Myanmar Relations: Strategic and Economic Dimensions", *Ritsumeikan Annual Review of International Studies*, Vol.1, Ritsumeikan University, Japan, 2002, pp.33-53.
www.ibiblio.org/obl/docs2/Chinese_MM_Eco.pdf

Politiquement, le gouvernement du BSPP faisait alors face en 1988 à la plus grande contestation populaire de ses 26 ans de dictature. En dépit de la répression qui y mit un terme définitif, le mécontentement populaire des grands centres urbains du pays (Rangoon, Mandalay, Moulmein), en plus des groupes insurgés armés des minorités ethniques birmanes toujours en lutte contre le pouvoir depuis l'indépendance, continuaient à représenter une menace sérieuse au monopole du pouvoir politique exercé par le SLORC[19]. L'agitation dans les villes était susceptible de ressurgir à tout moment. Il était donc impératif pour la junte militaire de trouver le moyen d'éradiquer toute possibilité que son pouvoir puisse à nouveau être remis en cause, avant tout dans un contexte urbain, étant toujours plus ou moins parvenu depuis 1962 à contenir les insurrections des minorités ethniques et à les confiner aux zones frontières du pays qui les abritaient[20]. En d'autres termes, il s'agissait pour le SLORC de consolider son pouvoir. Les Forces Armées Birmanes, la toute puissante *Tatmadaw*, seule et unique garante d'un régime basé par nature sur la force de coercition militaire, la consolidation et la sécurisation du pouvoir birman passait logiquement par un renforcement de sa composante majeure, la *Tatmadaw*[21]. En conséquence, les dirigeants birmans prirent la décision

19

[20] Le territoire qui constitue la Birmanie moderne a toujours été fragmenté, depuis son annexion par les Britanniques en 1886, ethniquement et géographiquement. Ethniquement, 68% (2/3) des 50 millions d'habitants de Birmanie sont issus du groupe majoritaire de l'ethnie birmane à proprement parlée. Le 1/3 restant est composé d'une mosaïque de plus d'une centaine de groupes ethniques minoritaires différents, dont les principaux sont les Shan (9% de la population), les Karen (7%), les Arakanais (4%) et les Mon (2%). Les Karenni (Kayah), Kachin, Chin, Pao, Palaung, Wa, Lahu, Lisu et Rohingya constituent d'autres ethnies minoritaires importantes. Malgré leur nombre, les Chinois (3%) et les Indiens (2%) ne sont pas considérés comme des ethnies minoritaires, mais comme de simples communautés étrangères. Géographiquement, la population majoritaire de souche ethnique birmane a toujours été concentrée dans les plaines et les vallées centrales du pays, surtout la vallée du fleuve Irrawady, ainsi que dans le sud, autour du Delta de l'Irrawady et plus généralement dans les centres urbains. Les minorités ethniques vivent quant à elles dans les régions périphériques faites de collines densément boisées et de montagnes autour de cette plaine centrale. Les Britanniques nommèrent administrativement ces régions « les zones frontières » (*Frontier Areas)*, terme encore régulièrement usité pour les désigner, par opposition à la « Birmanie Ministérielle », autre terme administratif britannique pour parler des basses terres du centre et du sud du pays où vit l'ethnie majoritaire de souche birmane. Notons cependant que les Mon, les Shan et les Arakanais, bien qu'habitant le « fer à cheval » entourant la zone centrale, vivent encore largement dans des plaines.

[21] Seekins, Donald M. "Burma-China Relations: Playing with Fire", op.cit., p. 526.

d'augmenter de manière drastique les effectifs de l'armée et d'entamer sa modernisation. Encore fallait-il avoir les moyens financiers d'acheter des armes dans la perspective d'accroître significativement le nombre d'hommes dans les rangs ainsi que ceux indispensables de pouvoir les rémunérer. Comme cela a été évoqué plus haut, les réserves du régime birman en devises étrangères étaient alors épuisées, conséquence directe de l'effondrement économique du pays et de son aggravation par la suspension de l'aide internationale. L'urgence de consolider leur pouvoir impliquait donc tout autant celle, pour les généraux birmans, d'en obtenir les capacités financières. C'est précisément à ce moment-là, face à cette corrélation implacable entre les moyens économiques à disposition et les objectifs politiques poursuivis, que le SLORC entreprit de faire sortir (du moins dans son interprétation de ce terme) la Birmanie de 26 ans d'autarcie politique, économique et culturelle et d'ouvrir ses « portes » au commerce extérieur et aux investissements étrangers. Cette politique d'ouverture économique et ses implications concrètes seront traitées plus en détails dans la deuxième partie de ce travail.

Au-delà de cette nouvelle politique qui permit à la Birmanie de rompre l'isolement que lui avait imposé l'idéologie nationaliste de « la voie birmane vers le socialisme », un autre changement politique majeur focalisa l'attention des observateurs internationaux et plus particulièrement celle des dirigeants asiatiques. En effet, dans sa quête de soutien économique, militaire et diplomatique[22], le SLORC tourna le dos à sa

[22] Les sanctions économiques imposées par les démocraties occidentales suite à la répression de septembre 1988 en Birmanie avaient logiquement valeur, en plus des critiques sévères contre le régime, d'isolement aussi bien économique que diplomatique. Un isolement économique relatif, dans la mesure où les investissements occidentaux en Birmanie qui suivirent l'ouverture de l'économie birmane réduisirent considérablement les effets de la suspension de l'aide internationale au développement. Il est là précisément question de toute l'ambiguïté de la politique étrangère d'une grande partie des démocraties occidentales vis-à-vis de la Birmanie, promptes à condamner le régime pour ses nombreuses violations des droits de l'homme et à suspendre son aide au développement, tout en laissant leurs entreprises répondre aux appels du pied de la junte les encourageant à investir, essentiellement dans l'exploitation des matières premières birmanes.¨

traditionnelle politique étrangère de neutralisme et de non-alignement et entreprit un rapprochement avec un pays qui allait devenir un partenaire incontournable de la junte militaire birmane: la Chine. Ayant elle-même entamée une politique de libéralisation et d'ouverture économique au début des années 80 à l'initiative de Deng Xiaoping et prête à combler le vide stratégique en Birmanie, corollaire de l'isolement économique et diplomatique imposé au SLORC par l'Occident[23], la Chine avait à coeur de répondre rapidement à la recherche de sources extérieures d'aide militaire et financière des généraux birmans, dans le cadre de la poursuite de ses propres intérêts stratégiques et économiques. Elle fournit alors au régime birman les moyens nécessaires à sa survie et à la consolidation de son pouvoir, par la vente massive d'armes, l'entraînement et la formation des troupes birmanes à la manipulation de ce nouvel armement, l'aide financière sous la forme de crédits accordés pour des projets d'infrastructure civile (construction de ponts, routes et chemins de fer), et enfin en faisant de sa frontière avec la Birmanie longue de 2185 kilomètres une zone commerciale moderne et flambant neuve capable de livrer à la population birmane une quantité considérable de biens de consommation bon marché que l'industrie birmane, sous-développée, était incapable de produire.

---

[23] Shee, Poon Kim. "The Political Economy of China-Myanmar Relations: Strategic and Economic Dimensions", op.cit., p.38.
www.ibiblio.org/obl/docs2/Chinese_MM_Eco.pdf

La Birmanie, en cultivant des liens économiques et stratégiques rapprochés avec son nouveau partenaire chinois, mit donc de fait un terme en 1988 à son statut de pays neutre et non-aligné qu'elle avait si vivement défendu depuis son indépendance. En s'appuyant désormais sur l'armement chinois pour garantir la consolidation de son pouvoir, le gouvernement birman acceptait implicitement l'idée d'un partenariat militaire et stratégique avec la Chine et renonçait par conséquent sciemment à maintenir son refus de toute alliance sécuritaire avec quelque puissance que ce soit, caractéristique majeure de la politique étrangère birmane depuis l'indépendance ayant permis au régime birman de se tenir à l'écart des conflits internationaux et de préserver son intégrité territoriale. Cependant, si le régime birman assura sa survie immédiate en renonçant à sa neutralité traditionnelle, simultanément, au travers de l'achat massif d'armes et du soutien militaire chinois, du développement spectaculaire du commerce frontalier sino-birman, des investissements et de la présence économique de plus en en plus marquée d'hommes d'affaire et de marchands chinois dans le nord et le nord-est du pays, de l'assistance financière chinoise sous forme de crédits destinés à la construction de routes, de chemins de fer et de ponts, la Birmanie s'installa progressivement dans une relation de dépendance militaire et économique à la Chine[24].

Cette dépendance naissante amena nombre d'observateurs internationaux[25] et de nations asiatiques au sein de l'Association des nations du sud-est asiatique (*Association of Southeast Asian Nations* ou ASEAN), l'Inde ou encore le Japon, à considérer que la Birmanie était définitivement tombée dans la sphère d'influence chinoise et que par conséquent, percevant la Chine

[24] Seekins, Donald M. "Burma-China Relations: Playing with Fire", op.cit., p. 526.

[25] Lintner, Bertil. "Myanmar's Chinese connection", *International Defense Review*, Vol.27, Novembre 1994, p. 23; Id. "Enter the Dragon", *Far Eastern Economic Review*, 22 Décembre 1994, p.23 ; Malik, Mohan. "Burma Slides under China's Shadow", *Jane's Intelligence Review***,** Vol.9, Juillet 1997, pp. 319-322.

comme une menace expansionniste aspirant à un statut de grande puissance (*great power status*)[26], les liens et les relations rapprochés que le SLORC entretenait depuis 1988 avec elle, constituaient une menace à l'équilibre régional des pouvoirs (*regional power balance).* La grande majorité des analyses contemporaines consacrées au nouveau partenariat sino-birman, au vue de l'inquiétude et des doutes suscités par les réelles intentions chinoises en Birmanie à travers celui-ci, s'est assez logiquement et très largement focalisée sur la question de ses implications stratégiques pour l'Océan Indien et la région dans son ensemble.

Plus spécifiquement, le territoire birman étant coincé entre deux puissances régionales rivales, la Chine d'une part et l'Inde d'autre part, la nouvelle alliance militaire sino - birmane, résultant des contrats d'armement chinois, de la mise à disposition d'instructeurs chinois en Birmanie et même de l'entraînement de troupes birmanes en Chine, fit émerger la Birmanie comme nouvel enjeu stratégique de la région Asie - Pacifique. L'Inde vit d'un mauvais œil cette nouvelle présence chinoise en Birmanie, qu'elle identifia rapidement comme une expression supplémentaire des velléités hégémoniques de Pékin[27]. En effet, en dépit du statut de paria des dirigeants birmans au sein de la communauté internationale, force fut de constater que le renforcement de ses liens bilatéraux avec le SLORC offrait à la Chine une occasion unique d'étendre son influence en Asie du Sud et du Sud – Est, aussi bien directement qu'à travers la junte birmane. En d'autres termes, le gouvernement indien prit alors conscience que la réalité d'un état birman faible mais neutre, zone – tampon entre la Chine et l'Inde et dont cette dernière avait bénéficiée jusqu'à présent à

[26] Selth, Andrew. "Burma and the Strategic Competition between China and India.", *Journal of Strategic Studies*, Vol.19, Juin1996, pp.216-219.

[27] Ibid., p. 215 et p.219.

son frontière Est, appartenait désormais au passé. New Dehli apparut profondément préoccupée par le défi direct que semblait poser cette nouvelle coopération militaire sino – birmane en Birmanie à ses revendications de suprématie sur la région de l'Océan Indien. Outre son nouveau partenariat avec le régime birman, la Chine entretenait des alliances diplomatiques et militaires avec des pays tels que le Pakistan, le Bangladesh et le Sri Lanka, tous limitrophes du territoire indien, renforçant par la même occasion la crainte de l'Inde de se voir cernée stratégiquement à ses frontières par la Chine.

Le partenariat militaire initié entre les régimes chinois et birmans en octobre 1989 sembla donc instaurer une nouvelle configuration des rapports de force en Asie du Sud – Est et plus largement dans la région Asie – Pacifique. Il contribua à remodeler l'équilibre régional des pouvoirs et à faire émerger la problématique de la lutte d'influence à distance à laquelle allèrent se livrer dirigeants chinois et indiens en Birmanie. Cette lutte d'influence stratégique entre la Chine et l'Inde, engagée au travers de leurs liens respectifs avec le SLORC, a très largement concentré l'attention des observateurs internationaux de la Birmanie depuis la fin de la Guerre Froide, compte tenu de l'influence et du poids croissants de ces deux puissances dans le jeu politique international. Il est notamment question dans les textes consacrés à la relation « triangulaire » Chine – Birmanie – Inde de savoir dans quelle mesure la nouvelle dépendance stratégique et particulièrement économique du régime birman à la Chine, évoquée plus haut, fait de la Birmanie « un allié militaire et diplomatique *de facto* » du gouvernement chinois, « un satellite chinois » (*chinese satellite*) pour certains auteurs ou encore pour d'autres « un état client » (*client state*) de Pékin.[28]

[28] Arnott, David. "China-Burma relations", in *Challenges to Democratization in Burma - Perspectives on multilateral and bilateral responses*, op.cit., p.71.
http://www.idea.int/asia_pacific/burma/upload/challenges_to_democratization_in_burma.pdf

Ces termes souvent employés par les analystes pour tenter de qualifier les nouveaux rapports sino – birmans relèvent à nouveau essentiellement d'une vision expansionniste des intentions chinoises en Birmanie. Cette même - perception expansionniste de la Chine, la méfiance qu'elle inspire aussi bien à nombre d'auteurs qu'aux gouvernements de la région Asie - Pacifique, ont notamment permis au gouvernement birman, jouant sciemment la « carte chinoise »[29] et sur la peur que suscite son rapprochement avec la Chine, de nouer des relations politiques et commerciales rapprochées avec les autres pays de la région. Les pays membres de l'ASEAN lancèrent une politique étrangère vis-à-vis des généraux birmans dite d' « engagement constructif » (*constructive engagement*), par laquelle ils renforcèrent leurs investissements, leur commerce et leur aide au développement à la Birmanie, et qui devait leur permettre, au-delà des intérêts économiques et des profits générés, de disposer d'un levier pour contrebalancer la présence économique et militaire de la Chine en Birmanie et tenter de retirer graduellement la Birmanie de la sphère d'influence chinoise. Le Japon poursuivit une politique de « dialogue serein » (*quiet dialogue*), similaire à celle des pays de l'ASEAN, à la différence qu'elle était plus ou moins accordée à celle de ses alliés occidentaux. L'Inde quant à elle, autre pouvoir régional majeur préoccupé par la poussée expansionniste de son rival chinois en Birmanie et par des rumeurs portant sur l'existence possible d'installations navales de l'armée chinoise sur les îles birmanes de Grande Coco (mer d'Andaman), Hainggyi (Golfe du Bengale) et Zadetkyi (à la pointe sud du pays), et après avoir été un des pays ayant le plus fermement condamné la junte militaire birmane suite à son arrivée au pouvoir, réévalua significativement sa politique étrangère, si bien que les visites

[29] Seekins, Donald M. "Burma-China Relations: Playing with Fire", op.cit., pp. 536-537.

d'Etat entre les deux pays se multiplièrent, le commerce frontalier entre l'Inde et la Birmanie se développa considérablement et des liens militaires commencèrent même à être tissés avec la première visite du Commandant en Chef de l'armée indienne à Rangoon en mai 1994.[30]

Cependant, si les relations sino – birmanes ont été jusqu'à présent principalement appréhendées par la majorité des auteurs au travers d'un cadre d'analyse stratégique, ce travail n'a ni l'ambition ni la prétention de répondre à la question complexe des implications pour la sécurité de la région Asie – Pacifique du nouveau partenariat sino – birman. Cette question étant indissociable du problème de l'interprétation des intentions poursuivies par les dirigeants chinois en Birmanie, elle contraint à entamer une analyse minutieuse de la politique étrangère chinoise considérée dans sa globalité et de l'idéologie qui la sous-tend. Autrement dit, la politique étrangère chinoise et ses motivations exigent une étude spécifique et approfondie qui écarterait ce travail de son objet : le partenariat sino – birman et ses effets en Birmanie illustrés à la lumière du cas très concret de la ville de Mandalay en Haute – Birmanie (*Upper Burma*). Le chapitre suivant en dessine précisément les contours.

[30] Lintner, Bertil. "Myanmar's Chinese connection", op.cit., p. 27 ; Selth, Andrew. "Burma and the Strategic Competition between China and India.", *Journal of Strategic Studies*, Vol.19, Juin1996, p.226.

1.3. *Problématique : Mandalay et sa nouvelle population chinoise : Illustration des effets « pervers » des relations commerciales sino – birmanes*

Le partenariat sino – birman peut être appréhendé de manière bidimensionnelle, aussi bien en termes stratégiques (militaires) qu'en termes économiques et commerciaux. Il est par conséquent important, lorsque l'on évoque les relations sino – birmanes à partir de 1988, de bien distinguer ces deux dimensions du rapprochement entre Pékin et Rangoon. On peut donc parler d'un partenariat sino – birman à la fois stratégique et économique. La suite de ce travail se propose précisément d'analyser le partenariat sino – birman prioritairement sous l'angle de sa dimension économique et commerciale.

Les liens commerciaux qu'engagèrent dès le mois d'octobre 1988[31] le gouvernement birman du SLORC et les dirigeants chinois, par la signature d'un accord légalisant le commerce frontalier entre les deux pays, doivent être compris dans le contexte de simultanéité des nouvelles politiques d'ouverture des économies chinoises et birmanes. En effet, le vaste plan de libéralisation économique annoncé par la junte militaire birmane le 23 juillet 1988, destiné à ouvrir le pays aux investissements étrangers et à tenter de sortir l'économie birmane de la situation de quasi – faillite qui la caractérisait, coïncida avec les réformes en cours et la libéralisation interne de l'économie chinoise initiées par Deng Xiaoping à partir de 1980. Au moment de l'arrivée au pouvoir du SLORC et de sa décision de sortir le pays de son autarcie économique, la Chine était donc déjà dans une position favorable pour tirer profit des nouvelles mesures

[31] Steinberg, David I. "International Rivalries in Burma: The Rise of Economic Competition", op.cit., p.594.

économiques introduites par les militaires birmans et destinées à attirer les investisseurs étrangers en Birmanie.

Le développement du commerce frontalier sino – birman, élément prépondérant de la dimension économique et commerciale du partenariat entre les deux voisins asiatiques, fut en conséquence rendu possible tant par les réformes économiques birmanes que chinoises. Leur simultanéité et la convergence des intérêts économiques des deux pays ont contribué de manière déterminante à précipiter la naissance d'une dynamique commerciale sans précédent dans l'histoire des relations sino – birmanes.

Au – delà de l'ouverture simultanée de leurs économies respectives aux capitaux étrangers (*open market policy*[32]), les régimes birmans et chinois partagent une vision relativement semblable de l'économie de marché. Celle – ci est avant tout perçue en termes de pouvoir politique, autrement dit comme un instrument destiné à générer des ressources financières pour consolider les forces armées et plus largement le pouvoir étatique. Le capitalisme n'est donc envisagé ni comme un moyen permettant aux citoyens de s'enrichir ni comme celui de faire naître une société civile libre et influente. Le libéralisme économique est au contraire toléré dans la mesure où il est utile au renforcement et à la stabilité de l'état. Il est en ce sens légitime de considérer que cette compatibilité de vue entre Rangoon et Pékin, quant à la finalité des réformes économiques engagées, a grandement facilité l'instauration d'un dialogue diplomatique cordial ayant rapidement ouvert la voie au partenariat sino – birman appréhendé dans sa dimension économique et commercial dont il est ici question.

[32] Seekins, Donald M. "Burma-China Relations: Playing with Fire", op.cit., p.526.

Enfin, relevons la position isolée et le statut de parias sur la scène internationale des gouvernements chinois et birmans comme autres éléments importants ayant en partie favorisé leur rapprochement économique. Dans le cas birman, les sanctions internationales prises à l'encontre du SLORC n'ont fait qu'aggraver la situation de faillite de l'économie birmane. La suspension de toute aide internationale et d'assistance au développement a littéralement mis le régime birman au pied du mur et l'a alors contraint à renoncer à son isolement économique pour se tourner vers des sources de revenues étrangères privées capables de compenser les sanctions économiques prises à son encontre. Ainsi, par le biais de contrats commerciaux conclus avec des sociétés étrangères, le SLORC put mobiliser les ressources financières nécessaires à la modernisation et au renforcement de la *Tatmadaw* visant à garantir la consolidation de son pouvoir. La Chine pour sa part se retrouva également au ban des nations à la suite de la répression violente de la place Tiananmen en juin 1989 et menacée de sanctions économiques internationales. Celles – ci, en isolant économiquement les régimes birmans et chinois, ont donc indirectement fait naître un cadre propice au développement de relations commerciales entre deux pays voisins confrontés à une réduction de leurs sources de revenues et contribué dans une certaine mesure à l'émergence d'un partenariat commercial sino – birman.

En résumé, la simultanéité des mesures d'ouverture de leurs économies, une vision partagée de l'économie de marché comme instrument au service du pouvoir politique et enfin une position commune d'isolement diplomatique et économique sur la scène internationale, ont permis de créer autour de la Birmanie et de la Chine un climat et des conditions favorables au rapprochement de leurs gouvernements respectifs et partant à la constitution d'un partenariat économique et commercial solide.

Ce nouveau partenariat économique sino – birman s'est essentiellement manifesté au travers du développement spectaculaire du commerce transfrontalier entre d'une part le nord et le centre de la Birmanie (*Upper Burma*) et d'autre part la province du Yunnan au sud – ouest du territoire chinois. Tout en répondant aux intérêts des dirigeants birmans de nature tant stratégique qu'économique qu'explicitera la deuxième partie de ce travail, la légalisation du commerce transfrontalier sino – birman, l'atmosphère de « ruée vers l'or » entourant le développement économique des villes frontalières chinoises du Yunnan et la construction par des ingénieurs chinois, de part et d'autre de la frontière, de nombreux ponts, routes et chemins de fer destinés à faciliter le trafic et plus globalement à ouvrir les provinces intérieures sous-développées du sud–ouest chinois aux marchés régionaux par un accès direct à l'Océan Indien via le territoire birman, ont entraîné une immigration très importante de Chinois dans le nord et le centre de la Birmanie. Cette vague d'immigration chinoise, corollaire de l'expansion du commerce frontalier sino – birman, s'est concentrée en Haute-Birmanie (nord et centre du pays) et y a provoqué des effets économiques et culturels largement observables sur la société civile birmane.

A ce titre, la deuxième ville de Birmanie, Mandalay, située au centre du pays, offre une illustration très concrète des bouleversements engendrées par cette nouvelle population chinoise, composée en grande partie d'hommes d'affaires et de marchants, et ayant accompagné le développement fulgurant du commerce frontalier sino – birman[33]. Cette immigration chinoise doit être conçue comme une résultante majeure et indissociable du nouveau partenariat économique et commercial initié entre les gouvernements birmans et chinois dès l'arrivée au pouvoir du SLORC en septembre 1988. L'analyse des effets économiques et

[33] Selth, Andrew. "Burma and the Strategic Competition between China and India.", op.cit., p.214.

culturels de l'immigration chinoise en Birmanie, appréhendés au travers du cas de Mandalay, constitue précisément l'objet central de la suite de ce texte.

Cette analyse se propose de partir de l'hypothèse suivante :

« Le partenariat économique et commercial sino – birman, en engendrant une immigration massive de population chinoise en Haute-Birmanie, a entraîné des effets économiques et culturels susceptibles, à moyen terme, de refroidir les relations entre la junte militaire birmane et son partenaire chinois. Ce partenariat, exprimé principalement et de manière concrète par la croissance significative du commerce transfrontalier entre les deux pays, plutôt que de garantir la pérennité de l'entente sino – birmane, portait donc en germes des effets risquant potentiellement de la fragiliser. En prolongeant ce raisonnement, on peut légitimement parler d'effets « pervers » du partenariat sino – birman observé sous l'angle de sa dimension économique et commercial. »

Afin de vérifier cette hypothèse, et en se servant du cas de Mandalay comme illustration concrète de ces effets « pervers », il s'agira de tenter de répondre à deux questions, sous forme de « fil rouge », ayant orienté la réflexion de ce travail et que l'on peut formuler ainsi :

« Quels effets l'immigration chinoise, conçue comme résultante indissociable du nouveau partenariat économique et commercial sino-birman, a-t-elle déployée à Mandalay à partir de 1988 ? » et dans un second temps, en fonction des réponses apportées à cette première question : « Dans quelle mesure ces effets constituent-ils une menace potentielle à la pérennité des liens sino-birmans? ».

1.4. *Structure du texte*

Structuré en trois parties, ce texte évolue progressivement du cadre global des relations sino-birmanes vers l'analyse approfondie du partenariat économique et commercial sino-birman, pour finalement arriver au traitement du cas particulier de Mandalay et des bouleversements économiques, démographiques et culturels provoquée par l'immigration de sa nouvelle population birmane.

La première partie de ce travail propose, en guise d'introduction, une réflexion sur l'isolationnisme politique, économique et culturel ayant caractérisé la Birmanie sous le régime du Général Ne Win et dont on peut déduire une partie des raisons du manque quasi permanent d'informations et de connaissances fiables de la réalité politique birmane, en particulier avant 1988. Elle tente ensuite de présenter les relations sino-birmanes comme cadre analytique de départ. La construction de l'hypothèse de départ et la formulation du questionnement visant à la vérifier concluent enfin cette première partie introductive du texte.

La deuxième partie vise à analyser de manière détaillée les fondements du partenariat économique et commercial sino-birman en Birmanie. Elle introduit cette analyse par une synthèse des relations sino-birmanes avant 1988, afin de mieux prendre la mesure du nouveau rapprochement entre les deux voisins asiatiques, sans précédent depuis l'indépendance birmane. Au terme de cette synthèse, cette deuxième partie se poursuit par une brève étude de la situation économique birmane à la veille de l'arrivée au pouvoir du SLORC et qui permettra de comprendre les enjeux liés au commerce frontalier sino-birman.

La troisième partie de ce travail se penche sur le cas concret de l'immigration chinoise à Mandalay et des effets qu'elle y déploya. La conclusion de ce travail visera à valider l'hypothèse de départ formulée dans la première partie de ce texte au point *1.3.*

DEUXIÈME PARTIE

2. LE PARTENARIAT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL SINO-BIRMAN

2.1. *Les relations sino-birmanes avant 1988 : une amitié sous tension*

Afin de mieux appréhender le rapprochement qui caractérisa les relations entre la junte militaire birmane et la Chine à partir de 1988, ce chapitre se propose de dresser un tableau général de leurs liens politiques, économiques et culturels qui prévalaient avant cette période.

Géographiquement, la Chine se situe au nord-est de la Birmanie et en est séparée par une frontière longue de 2185 kilomètres constituée de montagnes difficiles à franchir. En dépit de cette barrière naturelle qui isole la Birmanie de son grand voisin du nord, l'actuelle frontière sino - birmane a toujours été, à travers l'histoire, perméable à des communautés ethniques migrant depuis les chaînes montagneuses du Yunnan, à des groupes ethniques installés de part et d'autre de la frontière[34] (Wa, Shan,

[34] La Birmanie, telle qu'on la connaît aujourd'hui en tant qu'entité géographique à part entière, ne date en effet que de la période coloniale et de la définition par les Britanniques de ses frontières; par ailleurs, elle est officiellement une nation avec un territoire clairement délimité depuis son indépendance il y a seulement un demi-siècle. Avant leur annexion définitive par les Britanniques en 1886, les territoires des différentes ethnies qui composent la société birmane contemporaine n'avaient que peu de points communs avec les sept Etats habités de nos jours par les minorités ethniques et les sept divisions administratives occupées essentiellement par une population de souche ethnique birmane. En ce qui concerne plus spécifiquement l'actuelle frontière sino-birmane, séparant les Etats Kachin et Shan dans le nord-est de la Birmanie de la province chinoise du Yunnan, il est important de préciser qu' avant la période coloniale britannique, les Etats (*Mongs*) des princes Shans (*Sao Hpas*) couvraient une partie du Yunnan, l'actuel Plateau Shan, le nord de la Thaïlande et du Laos. C'est dans le cadre de leur rivalité avec la puissance coloniale française en Asie du Sud-Est dont ils souhaitaient limiter l'expansion à l'ouest de l'Indochine, que les Britanniques étendirent leur contrôle sur les territoires Shans, alors zone tampon entre eux, la puissance coloniale française et l'Empire chinois. A l'issu d'un accord entre Français et Britanniques en 1896 fixant une frontière entre leurs colonies respectives d'Asie du Sud-Est (*Lao/Burma Treaty*), cette zone désormais sous domination coloniale, occupée depuis des siècles aussi bien par des Shans

Kachin, Lahu), aux marchants, commerçants[35] et aux invasions armées menées par les différentes dynasties royales aussi bien chinoises que birmanes. En dépit de la porosité de cette barrière montagneuse, les royaumes des populations ethniques occupant alors le territoire de l'actuelle Birmanie n'eurent pas à affronter d'envahisseurs venus de Chine avant le treizième siècle (en effet, jusqu'au treizième siècle, la province chinoise du Yunnan était un royaume indépendant, le royaume de Nanchao, jouant d'une certaine manière le rôle de tampon entre la Birmanie et les empires chinois). Cette situation prit fin avec l'invasion du royaume de Pagan par les armées mongols de Kublai Khan, en 1287, détruisant le premier royaume birman unifié, fondé en 1044 par le roi Anawrahta. Cinq siècles de rivalité et de lutte pour le pouvoir, principalement entre Shans et Birmans de souche, s'en suivirent, jusqu'à la fin du dix-huitième siècle lorsque le roi de souche birmane Alaungpaya réunifia le royaume. Les armées chinoises des Qing tentèrent alors d'envahir le royaume birman d'Ava par trois fois entre 1766 et 1769, mais furent repoussées avec succès par la coalition des troupes birmanes et shans. Ce fut la dernière tentative d'invasion du royaume birman par les troupes impériales chinoises. Néanmoins, ces quelques campagnes militaires menées par différentes dynasties chinoises, qu'elles aient été des succès ou des échecs, sont gravées dans la conscience de la société birmane, ou du moins dans celle de ses dirigeants, et ont contribué à faire naître progressivement, au fil des siècles, la

---

que par des groupes ethniques moins importants tels que les Was, les Kachins, les Lahu ou encore les Lisu, fut partagée entre empires britanniques, français et chinois. Les frontières actuelles du nord-est de la Birmanie furent donc dessinées en vertu d'un accord entre puissances coloniales dicté par des considérations d'ordre stratégique et non ethnique. Ainsi, plusieurs communautés sont encore aujourd'hui réparties des deux côtés de la frontière sino-birmane, tant dans les Etats Kachin et Shan de Birmanie que dans la province chinoise du Yunnan.

[35] Les échanges commerciaux entre le premier royaume birman de Pagan et le royaume shan de Nanchao ,qui s'étendait de l'actuelle province chinoise du Yunnan aux régions du nord de la Birmanie (de part et d'autre donc de la présente frontière sino – birmane), remonteraient au onzième siècle. voir Shee, Poon Kim. "The Political Economy of China-Myanmar Relations: Strategic and Economic Dimensions", op.cit., p.43. www.ibiblio.org/obl/docs2/Chinese_MM_Eco.pdf

méfiance et parfois la xénophobie que suscite encore la Chine auprès d'une forte proportion de Birmans[36]. Comme le rappelle Andrew Selth (*en anglais dans le texte*) : « De tout temps depuis les invasions mongoles du treizième siècle, les gouvernements successifs en Birmanie ont été très attentifs à leur voisin du nord. Les guerres avec l'Inde ou la Thaïlande ont peut-être été plus fréquentes, mais la Chine a toujours été considérée comme la plus grande menace extérieure de la Birmanie. Elle était plus grande, militairement plus puissante et disposait de ressources de loin plus importantes que n'importe quel gouvernement birman. Elle fut aussi perçue comme implicitement instable, agressive et expansionniste. »[37] Le dernier royaume birman et sa capitale Mandalay disparurent définitivement en 1886 avec la conquête britannique et le rattachement du territoire birman à l'Empire britannique des Indes. Si la période coloniale et l'emprise de forces étrangères sur la société birmane qui l'accompagna constituent les raisons majeures du nationalisme et de la xénophobie caractéristiques des régimes birmans depuis 1962, les velléités expansionnistes des empires chinois en Birmanie apparaissent comme le terreau fertile dans.

L'ère moderne des relations sino – birmanes d'Etat à Etat telles qu'on les conçoit aujourd'hui voit véritablement le jour avec l'arrivée au pouvoir des communistes en Chine en 1949. Confrontée à une insurrection communiste dès son indépendance en 1948, la Birmanie fut le premier Etat non -communiste à reconnaître la jeune République Populaire de Chine le 17 décembre 1949. Les communistes chinois avaient en effet apporté leur soutien, moral dans un premier temps, au *Communist Party of Burma* (CPB – Parti Communiste Birman) immédiatement après leur victoire. Ayant été en permanence

[36] Seekins, Donald M. "Burma-China Relations: Playing with Fire", op.cit., p.530.
[37] Selth, Andrew. "Burma and the Strategic Competition between China and India.",op.cit., p.221.

préoccupés par les intentions de leur puissant voisin chinois à leur égard, les Birmans se sont donc toujours efforcés d'adapter leur comportement politique à celui des Chinois afin de ne pas prendre le risque de les contrarier ni de les provoquer. Ceci étant dit, la politique étrangère du gouvernement civil du Premier Ministre U Nu était aussi amenée par la force des choses à s'inscrire dans un contexte international de Guerre Froide dominé par la rivalité entre l'Occident et le bloc communiste. Compte tenu de sa longue et indéfendable frontière avec la Chine communiste, la question de savoir quelle attitude adoptée vis-à-vis des grandes puissances sans avoir à compromettre son indépendance et sa sécurité était donc directement liée pour la Birmanie à sa situation géographique[38]. C'est ce que souligne Josef Silverstein en ces termes (*en anglais dans le texte*) : « Dans une partie du monde où les guerres tant idéologiques que civiles y ont fait entrer des forces étrangères et où les populations locales ont souffert de la mort et des destructions, les Birmans conçoivent leur sécurité dans la reconnaissance des réalité géographiques de leur situation et en ne fournissant pas à leurs voisins un prétexte pour les envahir ».[39] Le souhait d'éviter de fâcher les communistes chinois par une politique étrangère pouvant être interprétée comme pro-occidentale, voir hostile à la République populaire de Chine et susceptible donc de mettre en péril la sécurité nationale, est la raison majeure de l'adoption par la Birmanie d'un neutralisme rigide et irrévocable, de son indépendance en 1948 à la fin de la Guerre Froide et de l'ère du Général Ne Win en 1988.

Quatre phases majeures des relations sino – birmanes peuvent être distinguées durant cette période de quarante ans comprise

[38] Holmes, Robert A. "Burma's Foreign Policy Toward China Since 1962", op.cit., p. 248.

[39] Silverstein , Joseph. "The Military and Foreign Policy in Burma and Indonesia", *Asian Survey*, Vol.22, Mars 1982, p.287.

entre 1948 et 1988. Elles sont séparées les unes des autres par des variations de la politique étrangère chinoise à l'égard des dirigeants birmans, ceux-ci s'étant attachés à poursuivre de manière ininterrompue leur politique de non-alignement et ayant toujours été déterminés à ne pas changer d'attitude. Bien que le gouvernement birman, civil ou militaire, y ait parfois apporté des adaptations (à l'image de l'Accord Frontalier et du Traité d'Amitié et de Non -Agression de 1960 ou encore de la politique intérieure de « birmanisation » liée en grande partie à la volonté de ne pas laisser l' influence étrangère en Birmanie remettre en question les principes de neutralisme et de non-alignement) en fonction de leur perception de la menace chinoise, la politique étrangère birmane demeura fondamentalement identique pendant quarante ans.[40]

La première phase des relations bilatérales sino – birmanes fut éphémère et renvoya l'image de l'esprit révolutionnaire fervent qui s'était désormais immiscé dans les rouages politiques chinois, entre autres dans ceux de la politique étrangère menée par la République Populaire envers l'Occident et les Etats neutres d'Asie. Les Chinois attaquèrent verbalement leurs homologues birmans en qualifiant le gouvernement birman de « laquais des Etats-Unis » et appelèrent à son renversement par la révolution. Cette politique d'hostilité fut rapidement abandonnée à l'aube de la Conférence de Bandung en 1955 qui vit naître le mouvement non-aligné et dont la Birmanie fut d'ailleurs un des membres fondateurs.

L'esprit de Bandung reposait sur les Cinq Principes de Coexistence Pacifique et de Non - Intervention destinés à garantir l'indépendance et la souveraineté des Etats parties à la Conférence et à les protéger contre toute forme d'impérialisme et d'interventionnisme dans leurs affaires internes. Ces Cinq

[40] Ibid., p.284.

Principes de Coexistence Pacifique furent désignés par la Chine, en tant que membre du mouvement non – aligné, comme fondements de sa nouvelle politique étrangère de conciliation et de coopération envers les autres membres du mouvement. Officieusement, cette politique née avec la Conférence de Bandung avait principalement pour objectif aussi bien de renforcer l'influence politique du gouvernement communiste chinois au sein de ce qu'il convenait désormais d'appeler le Tiers – Monde que de garantir à la Chine un environnement favorable à ses frontières (qui ne menace pas sa sécurité) par la poursuite de relations pacifiques et cordiales avec les pays « neutres ». La Chine entreprit donc de se rapprocher du gouvernement birman et qualifia bientôt la Birmanie de voisin amical. Cette deuxième phase des relations sino – birmanes qui commença avec la Conférence de Bandung et allait durer jusqu'à la Révolution Culturelle de 1967, en dépit des nouveaux liens d'amitié affichés, vit les relations entre les deux voisins traversées par plusieurs tensions qu'il est indispensable de rappeler, tant elles conditionnèrent la méfiance que suscite encore aujourd'hui la Chine auprès de la population birmane.

La première source de tensions entre gouvernements chinois et birman durant cette phase de rapprochement diplomatique résidait dans la présence de troupes chinoises nationalistes du Kuomintang dans l'est de l'Etat Shan de Birmanie, où elles s'étaient réfugiées après la victoire des communistes en Chine. Après avoir traversé la frontière sino – birmane depuis la province chinoise du Yunnan, les troupes du Kuomintang établirent des bases militaires dans cette région isolée de Birmanie qu'elles avaient la ferme intention d'utiliser comme base arrière pour lancer une contre – offensive sur le Yunnan tenue par les communistes, première étape d'une reconquête orchestrée avec le soutien de la *Central Intelligence Agency* – CIA américaine. Il s'agissait d'ouvrir un second front contre la

Chine communiste, après celui du Détroit de Taiwan. Il y eut bien quelques accrochages entre troupes birmanes et Nationalistes Chinoises en 1949 et en 1950, mais ce que le gouvernement birman redoutait par – dessus tout était de voir l'armée communiste chinoise (*People's Liberation Army* – PLA) pénétrer en territoire birman pour mettre un terme aux préparatifs des nationalistes chinois de l'autre côté de la frontière. De plus, ces derniers refusaient d'être désarmés. A la demande du gouvernement birman, Taiwan et les Etats – Unis acceptèrent de rapatrier les troupes Nationalistes Chinoises en 1953, mais seulement six mille hommes quittèrent l'Etat Shan, si bien que U Nu n'eut pas d'autre choix, en vertu d'un accord avec les dirigeants communistes chinois, que de laisser vingt mille soldats de la PLA passer la frontière sino – birmane afin d'éliminer les troupes restantes du Kuomintang. Certaines unités nationalistes subsistèrent néanmoins dans l'Etat Shan, jouant un rôle par la suite dans la formation militaire de plusieurs groupes ethniques insurgés en lutte contre le gouvernement birman mais surtout dans le développement du trafic de drogue en Birmanie, activité développée avec succès quelques années plutôt à l'initiative de la CIA américaine afin de financer les opérations militaires du Kuomintang dirigées contre les communistes chinois.[41]

Une autre source de tension majeure (et partant de conflit armé potentiel) entre la Birmanie et la Chine durant cette deuxième phase de leurs relations (1955 – 1967) fut la question de la délimitation de leur frontière commune après l'indépendance birmane et la vive dispute qui en résulta, les Chinois revendiquant une partie importante du nord du territoire constituant l'actuel Etat Kachin et dont la frontière avec la Chine fut fixée par les Britanniques (*MacMahon line* – ligne

[41] Lintner, Bertil.. *Burma in revolt: opium and insurgency since 1948*, White Lotus, Bangkok, Thaïlande, 1994, pp. 100 – 125.

MacMahon). Plusieurs accrochages eurent lieu entre les troupes de la PLA et l'armée birmane entre 1953 et 1956. Cette dispute à propos de leur frontière commune, conjuguée au problème déjà évoqué de la présence des troupes Nationalistes Chinoises en Birmanie, fut en partie responsable de la formation du premier gouvernement intérimaire du Général Ne Win (*caretaker government*), en 1958, à la demande du Premier Ministre U Nu.

Paradoxalement, l'arrivée au pouvoir temporaire du Général Ne Win qui devait durer dix-huit mois, a toujours été interprété par les auteurs uniquement comme le résultat de l'incapacité du gouvernement de U Nu à faire face aux troubles internes qui secouaient la Birmanie depuis son indépendance. Mais au vu de la menace potentielle que constituaient pour la sécurité nationale birmane la dispute frontalière avec la Chine et la présence des troupes du Kuomintang dans le nord-est du pays, on peut légitimement considérer que l'échec du gouvernement birman à mettre fin aux multiples insurrections ethniques et à celle du CPB (*Communist Party of Burma*) ne constitue pas la seule et unique raison de la formation d'un gouvernement intérimaire par le Général Ne Win. Si il y eut bien une preuve de la nécessité impérieuse pour les dirigeants birmans de trouver une solution pacifique à leur dispute avec la République Populaire de Chine quant à la définition de leur frontière commune, ce fut sans aucun doute la signature du Traité d'Amitié et de Non – Agression (*Treaty of Friendship and Non – Agression*) et l'Accord Frontalier (*Border Agreement*) de 1960 dont le gouvernement intérimaire de Ne Win fut précisément à l'origine, avant de rendre le pouvoir au gouvernement civil de U Nu réélu après les élections générales de la même année.

Ce Traité signé entre les deux pays, en décrivant les liens sino – birmans comme des liens entre peuples parents[42] (*pawkphaw friendship*), officialisa le rapprochement entamé cinq ans auparavant et ouvrit la voie à de véritables relations cordiales et amicales. Les contacts se renforcèrent considérablement aussi bien d'un point de vue étatique entre officiels chinois et birmans qu'au niveau simplement civil dans le cadre de nombreux échanges de groupes et missions culturels, économiques, scientifiques ou encore sportifs. Ces contacts, qualifiés de « diplomatie populaire » (*people's diplomacy*)[43] et qui commencèrent lors des deux dernières années du gouvernement civil de U Nu, continuèrent et augmentèrent sous le régime de Ne Win jusqu'en 1966.

Un autre aspect important de cette nouvelle entente cordiale sino – birmane concerna les relations commerciales entre les deux pays, qui augmenta légèrement en vertu d'accord commercial qui fut signé en janvier 1961 et dont la substance se résumait principalement à encourager les deux pays à prendre des mesures visant à promouvoir et à consolider leurs échanges commerciaux. Cependant la volonté clairement exprimée des gouvernements chinois et birmans de renforcer les liens commerciaux entre les deux pays par ce traité ne suffit pas à tenir les engagements pris et la valeur total des échanges commerciaux sino – birmans plafonna à 57 millions de dollars. Un troisième accord instaurant un programme de coopération économique et technique (*Economic and Technical Cooperation Agreement*) fut également conclu entre Birmans et Chinois par lequel Pékin accordait un

[42] Il faut comprendre ici par « peuples parents » des peuples de sous-groupes ethniques divers appartenant, d'un point due vue linguistique et anthropologique, à la même famille tibéto-birmane, ce qui est le cas de l'ethnie Han formant la vase majorité de la population en Chine, ainsi que de l'ethnie birmane à proprement parlée (*Burmans*) constituant les 2/3 de la population en Birmanie et auxquelles appartiennent respectivement dirigeants chinois et birmans.

[43] Bert, Wayne. "Chinese Relations with Burma and Indonesia", *Asian Survey*, Vol.2, Mars 1962, p.474.

crédit de 84 millions de dollars à la Birmanie sous forme essentiellement d'équipement et de services techniques chinois pour des projets de construction d'infrastructures civiles en Birmanie. Cependant, une fois encore, les engagements pris ne furent pas tenus, seulement trois des treize projets initiés par l'accord ayant été achevés par les techniciens chinois affectés à leur réalisation au moins de juin 1967, au moment de la Révolution Culturelle chinoise.

Parallèlement au développement de ces relations diplomatiques amicales et cordiales sans précédent entre les deux pays , une troisième source de tension, qui prit tout son sens en 1967, tenait à l'importante minorité chinoise de Birmanie. Après l'arrivée au pouvoir du Général Ne Win en 1962, motivée par la volonté officielle de prévenir l'éclatement ethnique du pays, le régime lança sa politique intérieure de « birmanisation ». Afin de rendre sa politique intérieure cohérente avec sa politique étrangère de non – alignement et ce dans l'intérêt de la sauvegarde son indépendance et de sa souveraineté, le régime entreprit de réduire les sources potentielles ou existantes d'influence chinoise en Birmanie. La Chine disposait en effet d'un certain nombre d'instruments pour tenter de rallier à la cause communiste la communauté chinoise de Birmanie et à travers elle étendre son influence sur le territoire birman. Ces instruments, outre la propagande menée par l'Ambassade chinoise à Rangoon, résidaient principalement dans deux filiales de la Banque de Chine appartenant à l'Etat chinois et qui accordaient des crédits aux Chinois de Birmanie en échange de leur loyauté et de leur fidélité à l'idéologie maoïste et à la Chine communiste. Ces deux banques furent nationalisées par le régime birman, privant la Chine de la capacité d'étendre son influence au sein de la minorité chinoise de Birmanie. Des écoles privées gérées par des Chinois et dispensant des cours d'endoctrinement aux enseignements de Mao Tse – Tung constituaient également une

source importante d'influence communiste chinoise en Birmanie. Le régime de Ne Win les fit toutes fermées. Ces aspects de la pénétration idéologique maoïste en Birmanie, exercée au travers de la mobilisation d'une partie de la communauté chinoise, présageaient déjà dans une certaine mesure de la radicalisation de la politique étrangère chinoise envers la Birmanie qui allait naître avec les excès de la Révolution Culturelle. Enfin, dans le cadre des visites d'état et diplomatiques qui avaient sensiblement augmenté entre les dirigeants chinois et leurs homologues birmans depuis le Traité d'Amitié de 1960, les déclarations des officiels chinois semblaient presser de plus en plus le régime birman à adopter une position plus ferme contre l' « impérialisme » américain, en particulier sur la « question » vietnamienne, et à se montrer plus actif et moins réservé dans sa politique internationale.

C'est précisément la tentative chinoise d'exporter la Révolution Culturelle en Birmanie en juin 1967 et la « cassure » (*rift*)[44] dans les relations sino – birmanes qui en résulta, qui inaugure la troisième phase des rapports entre la Birmanie et son grand voisin communiste avant 1988. Si il paraît indubitable que la Révolution Culturelle et les émeutes anti - chinoises qui en résultèrent soient à l'origine de la détérioration des liens entre Rangoon et Pékin, Robert A. Holmes propose néanmoins une seconde interprétation parfaitement plausible de cette « cassure » dans les relations sino – birmanes en suggérant que (*en anglais dans le texte*) : « l'échec de la Chine à amener la Birmanie à soutenir la politique étrangère chinoise, combinée à la réduction par Rangoon de l'influence chinoise en Birmanie, ont peut – être conduit Pékin à adopter une posture militante à son égard ; d'où les attaques verbales contre le régime de Ne Win et l'encouragement des insurrections communistes et ethniques à

[44] Holmes, Robert A. "China-Burma Relations since the Rift", *Asian Survey* , Vol.12, Août 1972, pp.686-700.

renverser le gouvernement ».[45] Ce fut donc également l'illustration de la réussite de la politique étrangère birmane de neutralisme et de non – alignement conçue dans l'intérêt de la sécurité du territoire birman et ayant permis à la Birmanie de nouer des relations pacifiques et amicales avec toutes les grandes puissances, sans pour autant être identifiable avec l'une ou l'autre.

En effet, de retour de Pékin en mars 1967, le personnel de l'ambassade de Chine à Rangoon tenta de mobiliser et d'encourager la diaspora chinoise en Birmanie à mettre en place des actions calquées sur celles des Guardes Rouges en Chine. L'ambassade et ses activités traditionnelles de propagande maoïste, la formation de groupes d'étudiants chinois inspirés des Guardes Rouges et surtout leur refus de respecter l'interdiction du gouvernement birman de porter des insignes politiques tels que les badges de Mao provoquèrent de graves affrontements entre des étudiants birmans et chinois. Les émeutes anti – chinoises se propagèrent en dehors de Rangoon, tandis que des centaines de maisons et de magasins appartenant à des Chinois étaient attaqués, comme ce fut aussi le cas de l'ambassade de Chine à Rangoon. Les affrontements se terminèrent par la mort de plusieurs dizaines de Chinois. Ces événements provoquèrent un changement radical de la politique chinoise envers le régime birman, à l'origine de la détérioration de leurs rapports.

Le gouvernement chinois, à travers un flot ininterrompu d'articles et de discours retranscris dans les médias officiels (*New China News Agency, Working People's Daily*) lança alors une virulente campagne verbale contre le régime birman, accusant Ne Win d'être à l'origine des émeutes et de saboter l'amitié sino – birmane, qualifiant les dirigeants birmans de

[45] Holmes, Robert A. "Burma's Foreign Policy Toward China Since 1962", op.cit., p. 250.

« fascistes », condamnant violemment le traitement infligé à la minorité chinoise de Birmanie en vertu de la politique de « birmanisation » lancée par le gouvernement du BSPP, mais surtout loua la lutte des insurgés communistes en Birmanie, appela les groupes ethniques insurgés et les communistes birmans à renverser le régime de Ne Win et en conséquence renforça massivement son soutien au CPB (*Communist Party of Burma White Flag* – Parti Communiste Birman Drapeau Blanc), tant d'un point de vue matériel et militaire que d'un point de vue moral. Le gouvernement birman répondit à ces attaques par le retrait de son ambassadeur à Pékin et la suspension du programme d'aide économique chinois conclu dans le cadre de l'Accord de Coopération Technique et Economique de 1961.

Le CPB a toujours été la principale source de tension entre les deux pays, bien avant la détérioration de leurs rapports cordiaux et amicaux dont il est ici question.[46] Dès sa création en 1949, le CPB a en effet reçu le soutien, du moins idéologique, de la République Populaire de Chine.[47] Dans les années cinquante, la Chine dispensa notamment un entraînement militaire aux factions communistes du « Drapeau Blanc » (*CPB White Flag).* A la suite du Traité d'Amitié de 1960, la Chine maintint des liens plus discrets avec le mouvement communiste birman. Cependant, les messages variées de félicitation, de condoléance ou encore à l'occasion d'anniversaires politiques adressés par le CPB aux autorités communistes chinoises continuaient à être régulièrement publiés et rapportés par la presse officielle chinoise, attestant de ce fait de la pérennité de leurs liens. A partir de la Révolution Culturelle et de la péjoration des relations sino – birmanes qui s'en suivit, les Chinois apportèrent au CPB

[46] Seekins, Donald M. "Burma-China Relations: Playing with Fire", op.cit., p.528.

[47] Lintner, Bertil. *The rise and fall of the Communist Party of Burma (CPB)*, Southeast Asia Program Series No.6, Cornell Univ. - Southeast Asia Program, Ithaca, N.Y., USA, 1990.

le soutien le plus important de leur histoire commune. Plusieurs sources firent part de la présence de plusieurs centaines de conseillers militaires chinois dans l'Etat Kachin du nord-est birman dès l'été 1967 et de celle de près de cinq mille hommes de l'armée chinoise (*People's Liberation Army*) dans le nord de la Birmanie deux ans plus tard en 1969. Ne Win en personne annonça à la population birmane que de nombreuses unités communistes s'étaient réfugiées en territoire chinois, utilisé comme un sanctuaire par le CPB pour y recevoir de l'armement et être entraînées à sa manipulation par des instructeurs de la PLA. Les combats le long de la frontière chinoise furent décrits par Ne Win comme les plus importants que l'armée ait connus depuis son arrivée au pouvoir. Il y eut notamment de multiples escarmouches entre troupes chinoises et birmanes.

En dépit du renforcement du soutien militaire, financier et moral chinois, les communistes birmans du CPB ne parvinrent pas à renverser le Conseil Révolutionnaire du Général Ne Win, en raison principalement de dissensions au sein – même du parti. Une purge interne lancé par le groupe des « Peking retunees » visant à se débarrasser de certains cadres du parti affaiblit considérablement sa structure. De plus, incapables de fédérer sous leur commandement les autres rébellions armées des minorités ethniques de Birmanie en lutte contre le gouvernement birman et ce particulièrement en raison de leurs tendances à chercher à imposer leur idéologie maoïste dans le cadre d'une alliance entre forces insurgées, les communistes birmans ne disposaient pas d'une force suffisante leur permettant de renverser le régime du Général Ne Win.

Dans les années qui suivirent, le gouvernement birman put néanmoins renouer des relations cordiales avec la Chine, celle-ci étant désormais pleinement consciente de l'incapacité des communistes birmans à renverser le régime de Ne Win. La

Chine, à l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping, réduisit de manière drastique son aide au CPB. Cette réduction du soutien chinois aux communistes birmans fut continue jusqu'à l'arrivée au pouvoir du SLORC en septembre 1988.

Compte tenu des nombreuses tensions qui alimentèrent les relations sino-birmanes avant 1988 et en considérant la méfiance permanente que suscitait la Chine auprès du régime militaire birman, on prend mieux la mesure du bouleversement majeur que constituait le nouveau partenariat stratégique et commercial sino-birman initié en 1988 par le gouvernement du SLORC et ses homologues chinois.

2.2. *L'économie birmane à la veille de la prise de pouvoir du SLORC en septembre 1988*

Dans le but de mieux cerner les raisons du nouveau partenariat économique et commercial noué en 1988 par les dirigeants birmans du SLORC avant leurs homologues chinois et qui s'est essentiellement traduit par « le boom » du commerce frontalier sino-birman, il convient en premier lieu de dresser un tableau général de l'état de l'économie birmane à l'aube de cette période d'expansion des liens commerciaux entre les deux pays.

Comme le point *1.1* de ce texte l'a déjà mentionné, la Birmanie, sous le régime du Général Ne Win (1962 – 1988), fut marquée par un isolement économique total et volontairement imposé par le gouvernement du BSPP. Le pouvoir militaire birman, par le biais des « Entreprises Economiques d'Etat » (*State Economic Entreprises*[48]), contrôlait l'ensemble de la production et de la distribution des ressources économiques birmanes, contribuant ainsi à empêcher tout développement d'un secteur privé. Ces entreprises étatiques, expression concrète de l'idéologie de « la voie birmane vers le socialisme », étaient gérées comme des bureaucraties par des officiers sans la moindre connaissance ni expérience du monde économique et se révélèrent en conséquence largement inefficaces. Cette inefficacité se traduisit en grande partie par la productivité extrêmement faible en biens de consommation (*consumer goods productivity*) du secteur économique public constitué par ces sociétés d'état. En outre, la fermeture de l'économie birmane à tout investissement et entreprises privées étrangères ne fit que renforcer la faiblesse de sa production en biens de consommation, les entreprises publiques birmanes étant incapables de générer suffisamment de

[48] Steinberg, David I. "International Rivalries in Burma: The Rise of Economic Competition", op.cit., p.589.

revenues pour s'équiper et se moderniser du fait – même de leur manque de productivité.

L'industrie birmane, par voie de cause à effet, s'installa d'une certaine façon dans un cercle vicieux, sa production embryonnaire ne dégageant pas les ressources financières suffisantes qui auraient permis aux dirigeants birmans d'investir dans son développement, alimentant ainsi un peu plus l'incapacité de l'industrie birmane à augmenter ses taux de productivité. Par conséquent, seul le soutien financier et l'aide au développement de bailleurs de fonds étrangers, tels la Banque Mondiale, la Banque Asiatique de Développement, le Japon (principal fournisseur d'aide économique à la Birmanie depuis son indépendance) ou encore l'Allemagne, permirent au secteur industriel birman de survivre. Les prêts accordés par ces organismes financiers internationaux et par ces pays au gouvernement birman, allant jusqu'à atteindre un montant annuel de quatre cents millions de dollars, furent en effet largement utilisés par ce dernier pour financer les importations de matières premières, de biens intermédiaires et de pièces de rechange nécessaires au fonctionnement de l'industrie birmane.

L'agriculture birmane, qui occupait la majorité de la population, demeura pour sa part nettement sous-développée. Les revenues (*foreign exchange earnings*) que la Birmanie tirait de ses exportations de riz, sa principale ressource agricole, suffisaient à peine à financer les importations de biens indispensables à la survie d'une industrie moribonde, quand ils n'étaient pas régulièrement absorbés par le remboursement de la dette extérieure et des prêts contractés auprès des institutions financières internationales. Cependant, il est important de relever que les revenues que tirait la junte birmane de ses exportations de matières premières, tels que principalement le riz, le teck (75% des ressources mondiales), l'étain, le tungstène, le caoutchouc, le jade ou encore les pierres précieuses, étaient également affectés

au financement du budget de l'armée birmane et des opérations militaires menées contre les multiples groupes ethniques armés en lutte avec le pouvoir central. Le poids de la guerre civile birmane ne fut donc pas sans conséquences pour la redistribution des ressources financières générées par le commerce extérieur birman.

En d'autres termes, la conjugaison d'une gestion inadaptée des entreprises d'état, d'une dépendance accrue à l'aide financière internationale, du manque de revenues des exportations de matières premières largement investis dans le financement des forces armées birmanes et dans le remboursement de la dette extérieure, a contribué à faire de l'industrie birmane un secteur économique totalement inefficace et incapable, par l'extrême faiblesse de sa production, de répondre à la demande en biens de consommation d'une population birmane toujours plus nombreuse.

Cette situation d'effondrement complet caractérisant alors le secteur industriel public en Birmanie créa des conditions favorables à l'émergence du commerce de contrebande (*smuggling trade*) entre le territoire birman et ses pays limitrophes. En effet, le manque de biens de consommation résultant de la faiblesse de la production industrielle, leurs prix très élevés et leur qualité généralement inférieur ont contraint la grande majorité de la société civile birmane à s'appuyer sur l'importation illégale de produits étrangers. De plus, la demande soutenue des pays voisins en matières premières birmanes et leurs prix de vente souvent trop bas en Birmanie poussèrent nombre de citoyens birmans à les exporter illégalement. Le commerce de contrebande constitua par conséquent en Birmanie une réponse directe à l'inefficacité des entreprises industrielles étatiques.

Durant cette période, les biens de consommation que l'industrie birmane était incapable de produire ou simplement ignorait furent importés par le trafic de contrebande essentiellement au travers de la zone géographique séparant les territoires birmans et thaïlandais, la frontière sino-birmane étant alors sous contrôle du CPB (*Communist Party of Burma*) et de l'insurrection armée Kachin.

Parallèlement à l'intensité de ce commerce de contrebande de part et d'autre de la frontière birmano-thaïe, les prix des matières premières légalement exportés par la Birmanie s'effondrèrent sur les marchés internationaux, entraînant dans leur chute une réduction significative des profits du commerce extérieur birman. Alors que les importations birmanes de biens destinés à l'industrie et financées en grande partie par les prêts contractés auprès des bailleurs de fonds internationaux demeuraient à un niveau élevé, cette baisse des revenues commerciaux entraîna fort logiquement l'augmentation de la dette extérieure birmane, contraignant par la même occasion la Birmanie à réduire ses importations. De ce fait, la production de l'industrie birmane, alors qu' elle survivait à peine, n'en fut que plus affaiblie et, en raison de la demande dès lors accrue en biens de consommation, le commerce de contrebande continua à prospérer. En outre, rappelons que les revenues du commerce extérieur birman, au-delà du remboursement de la dette extérieure, servaient essentiellement à financer les importations légales de biens destinés à pérenniser l'activité des entreprises industrielles d'état. Compte tenu des fonds à disposition très limités pour financer l'importation légale de produits manufacturés, cet élément eut également pour effet d'intensifier la contrebande de biens de consommation en réponse à la croissance de la demande.

Confronté simultanément à une production industrielle déliquescente et à la nécessité de satisfaire la demande d'une

population en constante augmentation, le gouvernement birman du BSPP en conclut que le commerce de contrebande lui était indispensable.

Sur la base de l'analyse qui précède, il devrait être possible de mieux appréhender, à la veille de l'arrivée au pouvoir du SLORC en septembre 1988, la situation générale de faillite totale qui caractérisait alors l'économie birmane, incapable de supporter la demande sans cesse croissante des Birmans en produits de consommation et minée par une dette extérieure qui s'élèvera à près de cinq milliards de dollars en 1989. En outre, la suspension de l'aide internationale au développement, à la suite de la répression par l'armée birmane des manifestations populaires de masse de 1988, ne fit qu'aggraver la situation alarmante et la crise profonde de l'économie birmane dans son ensemble.

C'est dans ce contexte de faillite économique que la junte militaire birmane, faisant face, de mars à septembre 1988[49], à la plus importante contestation populaire de son histoire, initia sa vaste politique de libéralisation, ayant pour unique objectif de lui fournir les moyens financiers nécessaires à la consolidation de son pouvoir. De façon assez ironique, l'ouverture de l'économie birmane aux sociétés privées étrangères et à leurs capitaux s'amorça au moment précis où elle se vit privée de l'aide financière internationale.

[49] Bert, Wayne. "Chinese Policy toward Democratization Movements: Burma and the Philippines", op.cit., p.1072.

2.3. *Le commerce frontalier sino-birman et ses enjeux en Birmanie*

Lorsque le nouveau régime militaire birman du SLORC arriva au pouvoir suite à la plus grave crise politique que le pays ait connu depuis son indépendance, il fut confronté tant à la nécessité de consolider son pouvoir militaire face aux risques de résurgence de mouvements de contestation populaires dans les centres urbains, qu'à celle de trouver une solution rapide à la situation de faillite qui caractérisait l'économie birmane. [50] L'argent étant le nerf de la guerre, le SLORC réaffirma le besoin urgent d'ouvrir l'économie birmane au commerce international et aux investissements étrangers par l'adoption d'un plan général de libéralisation économique.

Cependant, le SLORC, dans le seul but de renforcer son pouvoir par l'achat d'armes et d'équipement militaire chinois, n'avait pas d'autre choix que de compter sur les revenus réguliers que devaient lui garantir son contrôle et sa mainmise sur les principaux secteurs de l'économie birmane. L'ouverture économique fut donc plus quantitative que qualitative, les sources de revenus potentielles de l'économie birmane, principalement le secteur des matières premières, demeurant fermement sous le contrôle de la junte. Dans ce contexte d'ouverture économique très relative, les dirigeants birmans formèrent des *joint ventures* très rentables et conclurent d'importants contrats commerciaux avec des sociétés étrangères privées. Ces entreprises achetèrent au SLORC d'importantes quantités de matières premières (minéraux, bois tropicaux et denrées issues de la pêche essentiellement) et surtout des droits d'exploration et de développement pétroliers *onshore* sur sol

[50] Steinberg, David I. "International Rivalries in Burma: The Rise of Economic Competition**",** op.cit., p.592.

birman, comme *offshore* en Mer d'Andaman. Les revenues rapides générés par ces contrats commerciaux permirent donc au gouvernement su SLORC de se dégager momentanément de ses problèmes financiers immédiats. Les fonds colossaux tirés en particulier des contrats pétroliers assurèrent largement le financement des achats d'armement chinois destinés à augmenter et à moderniser les forces armées birmanes.

En dépit de cette infusion soudaine d'argent frais dans les rouages de l'économie birmane, celle-ci demeurait fondamentalement prisonnière des tendances dirigistes du pouvoir politique[51]. Par conséquent, à l'exception du secteur pétrolier et gazier *offshore*, il n'y eut pas d'investissements majeurs en Birmanie, les entreprises étrangères privées se révélant contraintes par la permanence de la mainmise étatique sur l'économie birmane à retenir leurs investissements potentiels dans ses principaux secteurs d'activité. L'industrie birmane, toujours sous contrôle de l'état et donc dans l'incapacité de s'appuyer sur des sources étrangères de financement, continua en particulier à souffrir de la faiblesse de ses taux de productivité. Satisfaire la demande en biens de consommation d'une population birmane majoritairement pauvre et de surcroît sans cesse plus nombreuse (augmentant à un taux officiel de 2% annuellement) constitua précisément pour le pouvoir militaire birman un des enjeux majeurs du développement de ses liens commerciaux avec le régime chinois.

Comme ce texte l'a déjà évoqué au point *1.4*, la libéralisation déjà entamée de son économie plaça la Chine dans des conditions propices à l'ouverture d'un partenariat commercial et économique avec le régime birman. Il était en effet dans l'intérêt

[51] Arnott, David. "China-Burma relations", in *Challenges to Democratization in Burma - Perspectives on multilateral and bilateral responses*, op.cit., p.70.
http://www.idea.int/asia_pacific/burma/upload/challenges_to_democratization_in_burma.pdf

des deux gouvernements de garantir l'expansion du commerce frontalier sino-birman, ce cependant pour des enjeux économiques et stratégiques bien différents[52]. Le volume du commerce frontalier sino-birman devint rapidement très significatif, atteignant près d'un milliard et demi de dollars dès 1989. A travers ce commerce, les entreprises publiques birmanes exportaient vers la Chine des ressources naturelles à faible valeur ajoutée en échange de l'importation de produits chinois manufacturés. Une quantité et une variété considérables d'articles caractérisaient l'importation de ces biens de consommation chinois, constitués de boissons, cigarettes, textiles, de biens d'équipement ménager, de véhicules ou encore de produits alimentaires. Pour le gouvernement birman, les enjeux de l'expansion de ce commerce frontalier entre le nord-est du pays et la province chinoise limitrophe du Yunnan étaient à la fois économiques et stratégiques.

Economiquement, l'exportation de ses matières premières fournissait au régime birman les revenues nécessaires au financement tant de ses importations de biens de consommation chinois, que son industrie était incapable de produire, qu'à ses achats d'armement et d'équipement militaire. Le besoin vital de fonds, générés par les exportations de ses ressources naturelles, fit donc bien du commerce frontalier sino-birman un enjeu d'abord économique pour le gouvernement du SLORC. Un autre enjeu économique majeur pour le gouvernement birman derrière l'expansion de ce commerce résidait dans la nécessité impérieuse de le régulariser, puisque l'état birman, en refusant d'imposer des droits de douane sur les importations chinoises, voyait lui échapper une source de revenues substantiels.

[52] Ce texte rend compte uniquement des enjeux économiques et stratégiques birmans en lien avec l'expansion du commerce frontalier sino-birman. Il n'a pas pour ambition de rentrer de manière détaillée dans l'analyse des intérêts et des motivations chinoises qui le sous-tendent.

En termes d'enjeux stratégiques, les dirigeants birmans, en répondant à la demande en produits manufacturés de la population urbaine, s'assuraient de ne pas aggraver outre mesure le mécontentement latent des citoyens birmans, faute de quoi ils auraient pris un risque certain de voir resurgir, dans les centres urbains, les manifestations populaires de masse qui avaient récemment défié leur pouvoir absolu. D'autre part, en replaçant les routes commerciales vers la Chine sous sa surveillance, le SLORC empêchait les rebelles Kachin et les insurgés communistes du CPB, justement installés dans la zone frontière sino-birmane, de continuer à profiter du commerce de contrebande de part et d'autre de cette zone. Dans cette perspective, les gouvernements birmans et chinois menèrent notamment des opérations militaires conjointes des deux côtés de la frontière afin d'asseoir leur emprise sur les principales routes commerciales reliant leurs territoires. Une fois ces axes de communication sécurisés, le commerce frontalier sino-birman put alors véritablement prendre tout son essor.

Par le biais de ce commerce, la Chine établit une forme d'hégémonie et de monopole économique en Haute-Birmanie. Les produits chinois inondèrent littéralement les marchés du nord de la Birmanie et de Mandalay. Les prix très bas des biens de consommation importés de Chine et leur qualité généralement supérieur à celle des produits birmans soutinrent en particulier la demande. D'après une source thaïlandaise, le commerce sino-birman représentait en 1994-95 près de 60% du commerce total de la Birmanie[53]. Expression d'une volonté manifeste de consolider leur influence économique en Haute-Birmanie, les Chinois mirent en place un réseau très important de renseignement économique (*economic intelligence network*) couvrant tout le territoire birman et visant à leur permettre d'

[53] « More dangerous than the Spratlys », *The Nation*, 26 mai 1995.

adapter la production de l'industrie chinoise à l'évolution de la demande birmane en produits manufacturés. Notons également que la grande majorité de ces produits fut dirigée vers des marchés de consommation « passifs », une infime quantité, tels du matériel de transport et des machines de production, étant destinée à soutenir l'activité, bien que moribonde, de l'industrie birmane.

Cette pénétration économique des Chinois et leur contrôle virtuel d'une part désormais importante de l'économie birmane furent sciemment instrumentalisés par le SLORC, qui, en jouant sur les peurs que suscitait cette influence chinoise croissante auprès des pays asiatiques de la région (particulièrement l'ASEAN, le Japon et l'Inde), poussa les gouvernements de ces nations asiatiques à engager avec la junte birmane une politique « d'engagement constructif » par un accroissement de leurs investissements en Birmanie et un renforcement de leurs échanges commerciaux avec celle-ci.

En d'autres termes, les craintes des pays de la région que la Birmanie soit attirée de manière croissante dans la sphère d'influence chinoise ont aidé le gouvernement birman à obtenir des concessions politiques et économiques de plusieurs pays asiatiques. En effet, un état birman sous domination économique chinoise n'interférait pas seulement, dans un contexte régional de rivalités économiques, avec leurs propres intérêts commerciaux, mais aussi avec leurs intérêts stratégiques, dans la mesure où la Chine était très largement perçue comme une nation expansionniste aspirant à un statut de grande puissance (*Great Power status*). Cette situation de compétition stratégique et économique explique notamment le fait que la part de la Chine dans le total des investissements étrangers en Birmanie est été très inférieure à celle des pays de l'ASEAN, du Japon et des nations occidentales. La Chine dominait donc l'économie en

Haute-Birmanie non par ses investissements, mais essentiellement par l'exportation de sa production.

En outre et en vertu d'un accord de coopération technique et économique signé en 1991, la Chine fournit aux autorités birmanes une aide financière importante[54] pour la construction et la réparation de routes, ponts et chemins de fer principalement en Haute-Birmanie, permettant ainsi de fluidifier et d'accroître les échanges commerciaux sino-birmans. La « Route de Birmanie » (*Burma Road*), à la suite de sa réhabilitation financée par la Chine, relia notamment Mandalay aux villes frontalières de Wanding et de Ruili dans la province chinoise du Yunnan.

Parallèlement à cette consolidation des voies de communication entre la Haute-Birmanie et la Chine et à la croissance du commerce frontalier sino-birman qui en résulta, de nombreux Chinois immigrèrent et s'installèrent durablement dans le nord et le centre de la Birmanie, notamment à Mandalay. Cette ville de Haute-Birmanie, situé au cœur du territoire birman, nous offre un exemple très concret des effets et des bouleversements provoqués au sein de la société civile birmane par cette nouvelle population d'immigrés chinois. La suite de ce travail, sur la base du texte de Mya Maung[55] et du cas de Mandalay, analyse précisément ces effets.

[54] Il faut considérer ici cette aide économique comme la deuxième composante du partenariat économique et commercial conclu entre la Birmanie et la Chine, la principale étant bien évidemment constituée par le commerce frontalier entre les deux voisins asiatiques.

[55] Maung, Mya. "On the Road to Mandalay: A Case Study of the Sinonization of Upper Burma", *Asian Survey*, Vol. 34, Mai 1994, pp. 447-459.

TROISIÈME PARTIE

3. ILLUSTRATION DES EFFETS « PERVERS » DU COMMERCE SINO-BIRMAN

3.1. *Le cas de Mandalay : les conséquences de l'immigration chinoise*

Mandalay, fondée en 1857 et située dans les plaines centrales de Birmanie sur les rives du fleuve Irrawaddy, est à la fois la dernière capitale de l'ancienne monarchie birmane, le principal centre bouddhiste du pays et la garante de l'héritage culturel birman. Dès 1992, Mandalay vit sa population chinoise immigrée croître à un rythme inquiétant, conséquence directe de la croissance fulgurante du commerce frontalier sino-birman désormais légalisé.

Les premiers effets de cette immigration chinoise massive purent être observés dans la flambée des prix de l'immobilier de Mandalay. Des hommes d'affaires chinois (*lawpans*) souvent originaires du Yunnan, des seigneurs de guerre chinois du Kokang (région birmane à la frontière chinoise habitée par des Chinois Han) ou des « barons » de la drogue d'origine Wa procédèrent à l'acquisition de très nombreux terrains, de biens immobiliers et de maisons en proposant des prix terriblement élevés aux propriétaires terriens birmans. En raison de cette hausse rapide et soudaine des prix, les habitants birmans de Mandalay, trop pauvres pour supporter l'inflation des prix de l'immobilier, furent contraints petit à petit à la quitter et à se déplacer dans les nouvelles villes satellites de sa banlieue.

En d'autres termes, Mandalay faisait face à un processus sans précédent de relogement forcé de sa population locale birmane. Dans un contraste saisissant avec ce processus de relogement , le centre de Mandalay fut pour sa part transformé en un quartier d'affaires ultramoderne, composé de tours flambant neuves, de restaurants, de magasins, tous propriétés des nouveaux résidents chinois. Voici la brève description (en anglais) qu'en fait Mya Maung :

« *Since 1989, Mandalay's silhouette has been overshadowed by new, modern high-rise buildings, hotels,restaurants, shops, and homes owned and operated by ethnic Chinese and Yunannese merchants. Most of them are in the central sections of the city, stretching east to west, as well as in the sites of two famous markets, Zay Cho (the sweet bazaar) and Tayoke-tarn Zay (the China Town bazaar)"* [56].

En premier lieu, on peut donc tirer comme conclusion de ce processus de relogement ayant touché la population birmane de Mandalay qu'il s'agit là d'un effet économique de l'immigration chinoise en Haute-Birmanie. Mya Maung avance même les termes de « colonisation chinoise de Mandalay »[57], tirant un parallèle avec les conséquences économiques de la période coloniale britannique, celle-ci ayant impliqué l'introduction massive d'une main d'œuvre et de capitaux chinois dans l'économie birmane.

Autre expression des effets économiques de l'immigration chinoise à Mandalay, les biens de consommation chinois, en raison de leurs prix très inférieurs à ceux des produits birmans et de leur profusion sur les marchés de la ville, contraignirent de

[56] Ibid., p.448.

[57] Ibid., p.455.

nombreuses industries locales et petites entreprises, incapables de concurrencer les importations de produits chinois, à fermer[58].

En résumé, le relogement forcé de sa population de souche birmane et la fermeture de ses entreprises et industries locales constituent les conséquences économiques majeurs de l'immigration chinoise à Mandalay. Au-delà de ces effets économiques concrets, la sinisation de la Haute-Birmanie semble avoir eu comme conséquence plus globale une forme de résurgence de la société birmane de la période coloniale, durant laquelle des groupes sociaux étrangers dominèrent l'ensemble de l'économie birmane.

Outre son impact économique catastrophique sur la société birmane, l'immigration chinoise engendra également des bouleversements culturels, Mya Maung n'hésitant pas à comparer Mandalay à Bangkok, connue pour sa prostitution. Déplorant la prostitution galopante à Mandalay, rend également compte du mépris des nouveaux résidents chinois pour la culture bouddhiste birmane, culture qui leur est d'autant plus étrangère que cette population chinoise installée en Haute-Birmanie, dans sa grande majorité, n'est pas de bouddhiste.

Compte tenu de ce qui précède, on peut légitimement affirmer que l'immigration chinoise en Birmanie, corollaire de l'expansion du commerce frontalier sino-birman, eut des effets socioéconomiques et culturels profondément déstructurants sur la société birmane, tant à Mandalay que plus généralement à travers la Haute-Birmanie. Dans ce contexte de relogement forcé de la population birmane, de faillite des entreprises locales et de régression de la culture traditionnelle birmane, l'hostilité des Birmans aux immigrés chinois et à leur pouvoir économique

[58] « China's Shadow », par Dermot Tatlow, *Asiaweek*, 22 mai 1999.

devint évidente. Il est nécessaire d'insister sur le fait que ces sentiments xénophobes animant de plus en plus de citoyens birmans, comportent un risque significatif de déboucher sur une répétition des violentes émeutes de 1967 dirigées contre la diaspora chinoise de Birmanie et qui provoquèrent une cassure (*diplomatic rift*) dans les relations sino-birmanes.

Sur la base de cette analyse des effets socioéconomiques et culturels de l'immigration chinoise en Birmanie, il convient à présent, en guise de conclusion générale, de tenter de valider l'hypothèse de départ de ce travail.

3.2. *Vérification de l'hypothèse de départ et conclusions générales*

L'hypothèse de départ de ce travail à été formulée, pour mémoire, dans les termes suivants :

« Le partenariat économique et commercial sino – birman, en engendrant une immigration massive de population chinoise en Haute-Birmanie, a entraîné des effets économiques et culturels susceptibles, à moyen terme, de refroidir les relations entre la junte militaire birmane et son partenaire chinois. Ce partenariat, exprimé principalement et de manière concrète par la croissance significative du commerce transfrontalier entre les deux pays, plutôt que de garantir la pérennité de l'entente sino – birmane, porterait donc en germes des effets risquant potentiellement de la fragiliser. En prolongeant ce raisonnement, on peut légitimement parler d'effets « pervers » du partenariat sino – birman, observé sous l'angle de sa dimension économique et commercial ».

A l'appui de l'analyse des effets déployés par l'immigration chinoise à Mandalay et dans le but d'offrir une vision claire des principales idées dégagées dans ce texte, on peut tirer les conclusions générales suivantes :

- le partenariat commercial noué entre la Birmanie et la Chine, essentiellement exprimé au travers du commerce frontalier entre ces deux pays, a entraîné dans son évolution une immigration importante de populations chinoises en Birmanie.

- Cette immigration a eu un impact économique et culturel sur la société birmane en Haute-Birmanie, illustré par le cas concret de Mandalay.

- Cet impact s'est révélé extrêmement déstructurant pour les populations et les entreprises locales birmanes, ainsi que dans une moindre mesure pour les traditions culturelles de ces populations.

- Ces effets néfastes pour la population birmane ont contribué à alimenter son hostilité croissante envers les immigrés chinois et leur domination sur l'économie de Haute-Birmanie.

- Compte tenu de ce ressentiment à l'égard de la diaspora chinoise de Birmanie (*Resentment of Overseas Chinese*) et de sentiments xénophobes toujours plus marqués, les possibilités de résurgence des violentes émeutes anti-chinoises de juin 1967 constituent un risque réel, confirmé par la majorité des rares analyses consacrées à l'immigration chinoise en Birmanie.

- Ce risque, si il était un jour amené à se concrétiser, fragiliserait indubitablement le partenariat stratégique et économique sino-birman.

- Par conséquent, on peut en déduire que le partenariat économique et commercial sino-birman a déployé, au travers de l'immigration chinoise et de son impact en Birmanie, des effets susceptibles de le remettre en question.

- De ce fait, il est légitime de parler d'effets « pervers » engendrés par le partenariat commercial sino-birman.

Ces conclusions générales, à la lumière du cas de Mandalay, permettent donc en substance de confirmer la pertinence de notre hypothèse de départ et nous autorise à la valider.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages de référence

Callahan, Mary P. *Making enemies: war and state building in Burma*, Cornell Univ. Press,
Ithaca, N.Y., USA, 2003.

Liang, Chi-shad. “Burma’s relations with China”, in Carey, Peter. *Burma: The challenge of change in a divided society*, Macmillan Press Ltd., Londres, UK, 1997.

Lintner, Bertil. *The rise and fall of the Communist Party of Burma (CPB)*, Southeast Asia Program Series No.6, Cornell Univ. - Southeast Asia Program, Ithaca, N.Y., USA, 1990.

Id. *Burma in revolt: opium and insurgency since 1948*, White Lotus, Bangkok, Thaïlande, 1994.

Picquart, Pierre. “Les discrets Chinois de Birmanie” in *L'empire chinois : mieux comprendre le futur numéro 1 mondial: histoire et actualité de la diaspora chinoise*, Chap.2 “La vaste et riche diaspora chinoise en Asie”, Ed. Favre, Lausanne, 2004.

Robinne, François. *Fils et maîtres du lac : relations interethniques dans l'état Shan de Birmanie*, CNRS éd. : Ed.de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 2000.

Smith, Martin. *Burma: insurgency and the politics of ethnicity*, Zed Books, London, UK, 1991.

Sola, Richard. *Histoire d'une guerre secrète: Chine - Birmanie, 1949 -1954*, Sudestasie, Paris, 1990.

Steinberg, David I. *The future of Burma: crisis and choice in Myanmar*, Asian agenda report 14, Univ. Press of America, New York, USA, 1990.

2. Articles de journaux et revues périodiques

2.1. *Sur la Birmanie de manière générale*

Boucaud, André et Louis. "La folle violence des généraux dictateurs", *Le Monde diplomatique*, Juin 1992, p.26.

Id. "Victoire totale des généraux birmans", *Le Monde diplomatique*, Mai 1996, p.24.

Id. "Mutations de la dictature birmane", *Le Monde diplomatique*, Juin 2005, p.29

Bayly, Christopher A. "Armées oubliées de l'Asie Britannique ", *Le Monde diplomatique*, Mai 2005, pp.20-1.

Carey, Peter. "From Burma to Myanmar: Military Rule and the Struggle for Democracy", *Conflict Studies***,** No.304, Novembre - Décembre 1997.

Cribb, Robert. "Burma's Entry into ASEAN: Background and Implications," *Asian Perspective*, Vol.22, 1998, pp.49-62.

Egreteau, Renaud. "Birmanie: l'armée referme le jeu politique", *Les Etudes du Centre d'Etudes et de Recherches Internationales*, Sciences Po, No.114, Paris, Mars 2005.

Goldfiem, (de) Jacques. "Incidents sur la frontière birmano-thaïe", *Défense nationale* - Chronique Asie, Juillet 1996, pp.190-192.

Guyot, James."Burma in 1997: From Empire to ASEAN", *Asian Survey*, Vol. 38, Février 1998, pp.190-195.

Holmes**,** Robert A."Burmese Domestic Policy: The Politics of Burmanization", *Asian Survey*, Vol.7, Mars 1967, pp.188-197.

Lintner, Bertil. "Lock and Load", *Far Eastern Economic Review*, 13 Septembre 1990.

Id. "SLORC Salvation", *Far Eastern Economic Review*, 3 Octobre 1991.

Id. "Arms for Eyes", *Far Eastern Economic Review*, 16 Décembre 1993, p. 26

Id. "Burma Road", *Far Eastern Economic Review*, 6 Novembre 1997, pp. 16-7.

Id. “Velvet Glove”, *Far Eastern Economic Review*, 7 Mai 1998, pp. 18-22.

Maung, Mya. ”Burma's Economic Performance under Military Rule: An Assessment”, *Asian Survey*, Vol.37, Juin 1997, pp.503-524.

Maung Than, Tin Maung. “Burma in 1987: Twenty-FiveYears after the Revolution”, Southeast Asian Affairs 1988, Institute for Southeast Asian Studies, Singapore, 1988, pp.73-93.

2.2. *Au sujet des relations sino - birmanes*

Ashton, William. “Burma receives advances from its silent suitors in Singapore”, *Jane’s Intelligence Review*, Vol.10, Mars 1998, pp.32-4.

Boucaud, André et Louis. "Pékin - Rangoon, un nouvel axe asiatique", *Le Monde diplomatique*, Mai 1993, p.26.

Id. "Reconnaissance régionale pour la junte birmane", *Le Monde diplomatique*, Juin 1997, p. 10.

Bert, Wayne. "Chinese Relations with Burma and Indonesia", *Asian Survey*, Vol.2, Mars 1962.

Id. "Chinese Policy toward Burma and Indonesia: A post-Mao Perspective", *Asian Survey*, Vol.25, Septembre 1985.

Id. "Chinese Policy toward Democratization Movements: Burma and the Philippines", *Asian Survey*, Vol.30, Novembre 1990.

Chauprade, Aymeric. "Constantes de la géopolitique chinoise", *La Nouvelle Revue d’Histoire*, No. 19, juillet - août 2005, pp. 38-41.

Colin, Sébastien. "La Chine et son retour au centre de l’Asie", in "Chine : une stratégie de conquête mondiale ?", *Diplomatie Magazine*, No. 9, juin – juillet 2004, pp. 32-8.

Dennon, David B. H. et Frieman,Wendy. "China's Security Strategy: The View from Beijing, ASEAN and Washington”, *Asian Survey*, Vol.36, Avril 1996.

Goldfiem, (de) Jacques. "Birmanie : la fin de l’isolement", *Défense nationale* - Chronique Asie, Juillet 1994, pp.187-189.

Haacke, Jürgen. "Myanmar's foreign policy: domestic influences and international implications", *Adelphi paper*, Vol. 381, 2006.

Holmes, Robert A. “Burma's Foreign Policy Toward China Since 1962”, *Pacific Affairs*, Vol. 45, 1972, pp. 240-254.

Id. ”China-Burma Relations since the Rift”, *Asian Survey* , Vol.12, Août 1972, pp.686-700.

Hu,Weixing. “China’s Security Agenda after the Cold War”, *The Pacific Review*, Vol.8, 1995.

Lintner, Bertil. “Myanmar’s Chinese connection”, *International Defense Review*, Vol.27, Novembre 1994, p. 23-6.

Id. “Enter the Dragon”, *Far Eastern Economic Review*, 22 Décembre 1994, pp. 22-4.

Malik, Mohan. “Sino-Indian Rivalry in Myanmar: Implications for Regional Security”, *Contemporary Southeast Asia*, Vol.16, Septembre 1994, pp.137-156.

Id. ”Myanmar's Role in Regional Security: Pawn or Pivot?”, *Contemporary Southeast Asia*, Vol.19, Juin 1997, pp.52-73.

Id. “Burma Slides under China's Shadow”, *Jane's Intelligence Review***,** Vol.9, Juillet 1997, pp. 319-322.

Maung, Maung. “The Burma-China Boundary Settlement “, *Asian Survey* , Vol.1, Mars 1961, pp.38-43.

Maung, Mya. “On the Road to Mandalay: A Case Study of the Sinonization of Upper Burma”, *Asian Survey*, Vol. 34, Mai 1994, pp. 447-459.

Merrill, Kay. “A Closer Look at Sino-Burmese Military Links”, *Jane's Intelligence Review***,** Vol.9, Juillet 1997, p.323.

Seekins, Donald M. “Burma-China Relations: Playing with Fire”, *Asian Survey*, Vol.37, Juin 1997, pp.525-539.

Selth, Andrew. “Burma and the Strategic Competition between China and India.”, *Journal of Strategic Studies*, Vol.19, Juin1996, pp.213-230.

Id. “The Myanmar Army since 1988: Acquisitions and Adjustments”, *Contemporary Southeast Asia***,** Vol.17, Décembre 1995, pp.237-264.

Silverstein , Joseph. “The Military and Foreign Policy in Burma and Indonesia”, *Asian Survey*, Vol.22, Mars 1982.

Steinberg, David I. “International Rivalries in Burma: The Rise of Economic Competition**”,** *Asian Survey*, Vol. 30, Juin1990, pp.587-601.

Whiting, Allen S. “ASEAN Eyes China”, *Asian Survey*, Vol.37, Avril 1997.

Wortzel, Larry. "China Pursues Traditional Great Power Status", *Orbis*, Vol.38, Printemps 1994, pp.157-197.

3. Sources Internet (documents *en ligne*)

3.1. *Sur la Birmanie de manière générale*

Challenges to Democratization in Burma - Perspectives on multilateral and bilateral responses, International Institute for Democracy and Electoral Assistance (International IDEA), Stockholm, Suède, 2001.
http://www.idea.int/asia_pacific/burma/upload/challenges_to_democratization_in_burma.pdf

"Myanmar: Sanctions, Engagement or Another Way Forward?", *Asia Report* No.78, International Crisis Group, Bruxelles, Belgique, 26 Avril 2004.
http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=2677&l=1

Arnott, David. "La destruction de l'économie birmane par les militaires", *Relations internationales et stratégiques*, No.27, automne 1997, pp.129-141.
www.ibiblio.org/obl/docs/RISarticle-fr.pdf

Lintner, Bertil. *Comment la seconde guerre mondiale a dessiné le futur de la Birmanie*, Amnesty International, Bruxelles, Belgique, 16 août 2005.
http://www.amnestyinternational.be/doc/article8599.html

Smith, Martin. *Ethnic Groups in Burma: Development, Democracy and Human Rights*, Anti-Slavery International's Human Rights Series, No.8, Anti-Slavery International, London, UK, 1994.
http://www.ibiblio.org/obl/docs3/Ethnic_Groups_in_Burma-ocr.pdf

Smith, Martin. *Burma (Myanmar): The Time for Change*, Minority Rights Group Report, Minority Rights Group International, London, UK, 17 Juillet 2002.
http://www.minorityrights.org/admin/Download/Pdf/Burma%20Report.pdf

3.2. *Sur les relations sino - birmanes*

Arnott, David. “China-Burma relations”, in *Challenges to Democratization in Burma - Perspectives on multilateral and bilateral responses*, International Institute for Democracy and Electoral Assistance (International IDEA), Stockholm, Suède, 2001.
http://www.idea.int/asia_pacific/burma/upload/challenges_to_democratization_in_burma.pdf

Bates Gill, R. “Les effets des exportations d'armements chinois sur la violence régionale",
Cultures & Conflits, No.4, 1992, pp. 43-69.
http://www.conflits.org/document121.html

Koninck, (de) Rodolphe. “La diaspora chinoise” in *L'Asie du Sud-Est*, Chap.5 *La somme des héritages*, Masson, Paris, 1994, pp. 94-95.
http://canadianasianstudies.concordia.ca/pegase/popul/diaspora.htm#ini2

Lam, Willy. “Beijing’s new balanced foreign policy: an assessment”, *China Brief*, Vol.4, 20 Février 2004.
http://www.jamestown.org/publications_details.php?volume_id=395&&issue_id=2912

Lubeigt, Guy. “La nouvelle poussée chinoise en Birmanie: Immigration traditionnelle ou stratégie de conquête ?” in *La nouvelle donne des diasporas chinoises dans la région Asie-Pacifique*, Reseau Asie, 2ème Congrès, Atelier 5, Paris, Septembre 2005.
http://www.reseau-asie.com/rf/co_fr_27_240.html

McCarthy, Stephen. “Ten Years of Chaos in Burma: Foreign Investment and Economic Liberalization under the SLORC-SPDC, 1988 to 1998”, *Pacific Affairs*, Vol.73, Eté 2000.
http://www.findarticles.com/p/articles/mi_qa3680/is_200007/ai_n8883998/pg_8

Mackay, Kenneth A. “China in Burma: A Shadow over Asian Security?”, Burmese Relief Center, Japon, 2 juin 1995.
http://www.burmalibrary.org/reg.burma/archives/199506/msg00008.html

Medeiros, Evan S. et Fravel, M. Taylor. “China's New Diplomacy”, *Foreign Affairs*, Novembre/Décembre 2003.
http://www.foreignaffairs.org/20031101faessay82604/evan-s-medeiros-m-taylor-fravel/china-s-new-diplomacy.html

Munro, Ross H. "The Asian interior: China's Waxing Spheres of Influence", *Orbis*, Vol.38, Automne 1994, pp.585-605.
http://www.findarticles.com/p/articles/mi_m0365/is_n4_v38/ai_16443478

Selth, Andrew. *Burma: A Strategic Perspective*, Working Paper No.13, The Asia Foundation Working Paper Series, The Asia Foundation, San Francisco, CA, USA, Mai 2001.
http://www.asiafoundation.org/pdf/wp13.pdf

Id. "Burma and superpower rivalries in the Asia-Pacific", *Naval War College Review*, Vol.55, Printemps 2002.
http://www.nwc.navy.mil/press/Review/2002/spring/art3-sp2.htm

Shee, Poon Kim. "The Political Economy of China-Myanmar Relations: Strategic and Economic Dimensions", *Ritsumeikan Annual Review of International Studies*, Vol.1, Ritsumeikan University, Japan, 2002, pp.33-53.
www.ibiblio.org/obl/docs2/Chinese_MM_Eco.pdf

Vaughn, Bruce et Morrison, Wayne M. *China-Southeast Asia Relations: Trends, Issues, and Implications for the United States*, Congressional Research Service for Congress, The Library of Congress, Washington, D.C., USA, 4 Avril 2006.
www.fas.org/sgp/**crs**/row/RL32688.pdf

3.3. *Articles de presse en ligne traitant des relations sino - birmanes*

Asia Times Online, Hong Kong, Chine.
http://www.atimes.com **:**

- *Dealing with Burma: The unpleasant question* par David Steinberg, 18 Septembre 1999.

- *Myanmar shows India the road to Southeast Asia* par Tony Allison, 21 Février 2001.

- *US bull in the Myanmar China shop* par Boonthan Sakanond, 25 Avril 2001.

- *Yangon still under Beijing's thumb* par Sudha Ramachandran, 11 Février 2005.

- *Myanmar plays off India and China* par Sudha Ramachandran, 17 Août 2005.

- *China's uneasy alliance with Myanmar* par Larry Jagan, 24 Février 2006.

- *Myanmar woos China, Russia* par Larry Jagan, 12 Avril 2006.

The Nation, Bangkok, Thaïlande.
http://www.nationmultimedia.com

- *Quiet tensions rattle sino - burmese relations* par Aung Zaw, 19 Mai 1997.

- *Burma's leadership change is aimed at its neighbours* par Kavi Chongkittavorn, 26 Octobre 2004.

The Irrawaddy, Chiang Mai, Thaïlande.
http://www.irrawaddy.org

- *Imagining a new role for China*, Editorial, Vol.8, No. 6, Juin 2000.

- *Jiang Zemin arrives in Rangoon* par Aung Zaw, 13 Décembre 2001.

- *Silent partners in crime*, Editorial, Vol.11, No.7, Juillet 2003.

- *The Arms Keep Coming—But Who Pays?* par William Ashton, Vol.12, No. 6, Juin 2004.

- *The Chinese Conundrum* par Aung Zaw, Vol.12 No.7, Juillet 2004.

- *A Prosperous Burma Would Benefit China* par David Arnott, Vol.12, No.7, Juillet 2004.

- *Living Under the Eye of the Dragon* par Aung Zaw, Vol.13, No.7, Juillet 2005.

- *Resource - hungry China to devour more of Burma's gas and oil industry* par David Fullbrook, Vol.14, No.2, Février 2006.

- *The myth of Chinese non-interference* par Nyein Chan Aye, Vol.14, No.8, Août 2006.

Mizzima News Agency, Dehli, Inde.
http://www.mizzima.com/

- *Be wary and wise* par Kanbawza Win, 12 Août 2005.

- *China – Burma trade progressing* par Myo Gyi, 13 Décembre 2005.

The Bangkok Post, Bangkok, Thaïlande.
http://www.bangkokpost.net

- *Burma, China strengthen bilateral ties* par Larry Jagan, 15 Février 2006.

The Standard, Hong Kong, Chine.
http://www.thestandard.com.hk

- *CNOOC plans Burma foray* par Karen Teo, 27 Octobre 2004.

- *Big Red hiding wood* par Vaudine England, 14 Avril 2006.

The Financial Times, Londres, Grande-Bretagne.
http://www.ft.com/home/asia

- *Burma's stability a concern for China as PM visits Beijing* par Amy Kazmin et Richard Mcgregor, 14 Février 2006.

The International Herald Tribune, Neuilly-sur-Seine, France.
http://www.iht.com

- *China woos Myanmar as ASEAN seeks way to deal with its leaders* par Seth Mydans, 29 Juillet 2005.

Time Asia, Hong Kong, Chine.
http://www.time.com/time/asia
- *Going nowhere* par Michael Schuman, 23 Janvier 2006.

The Australian, Sydney, Australie.
www.the**australian**.news.com.au

- *Chinese heat on Rangoon* par Rowan Callick, 15 Février 2006.

Xinhua News Agency, Pékin, Chine.
http://www.xinhuanet.com/english/

- *Myanmar to enhance economic, trade cooperation with Chinese Yunnan Province*, 24 Mai 2005.
- *Chinese, Burmese leaders exchange messages on ties anniversary*, 8 Juin 2005.

- *Burma, China trade zone to open this month*, 17 Janvier 2006.

Agence France Presse (AFP) Asie-Pacifique, Hong Kong, Chine.
http://www.afp.com/francais/home/

- *Myanmar PM Soe Win heads for refuge of China*, 13 Février 2006.

- *In Myanmar visit, Indian president jockeys with China for energy*, 13 Mars 2006.

Democratic Voice of Burma, Oslo, Norvège.
http://www.dvb.no/

- *China – Burma relationship might not be as good as before*, 30 Septembre 2005.

Net Hebdo/Les Nouvelles de Birmanie (Archives 2002-2006), Le bulletin d'information hebdomadaire d'Info Birmanie, Paris, France.
http://www.info-birmanie.org/info/nethebdo.htm **:**

- "Than Shwe et Khin Nyunt en visite en Chine", *Net Hebdo*, No.15, Info Birmanie, 8 Janvier 2003.

- "Tango avec la Chine", *Net Hebdo* (Source : The Irrawaddy, Thaïlande), No. 41, Info Birmanie, 8 Octobre 2003.

3.4. *Autres Sources de presse en ligne*

AsiaViews (an on-line weekly regional magazine)
http://www.asiaviews.org/

The Straits Times, Singapour.
http://straitstimes.asiaone.com/

Shan Herald Agency for News, Chiang Mai, Thaïlande.
www.**shan**land.org/

The Myanmar Times, Yangoon, Myanmar.
http://www.myanmar.com/myanmartimes/

The New Light of Myanmar, Yangoon, Myanmar.
http://www.myanmar.com/nlm/